

SAFRANE

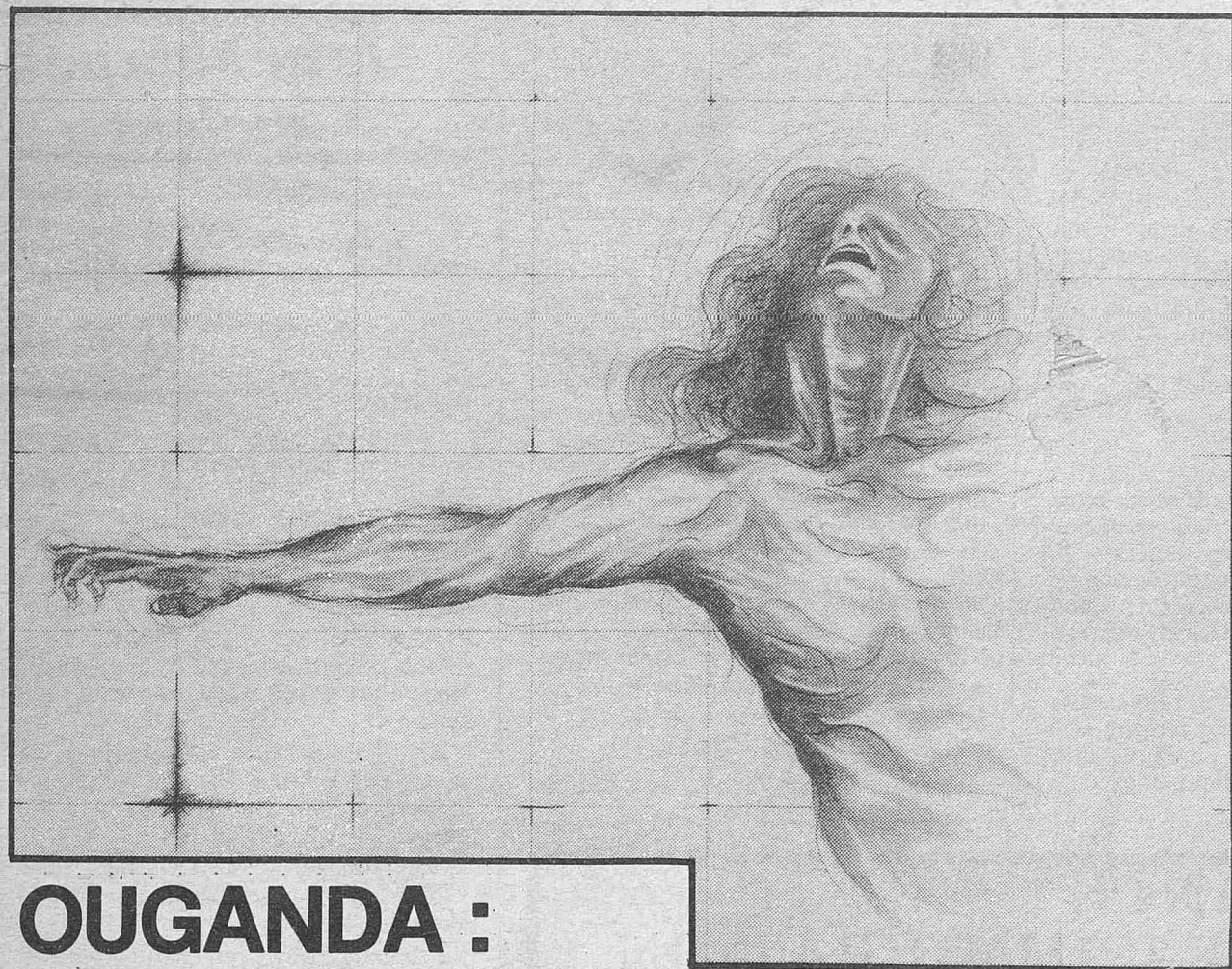
HEBDO

Semaine du 13 au 20 décembre

Prix 5 F N 2

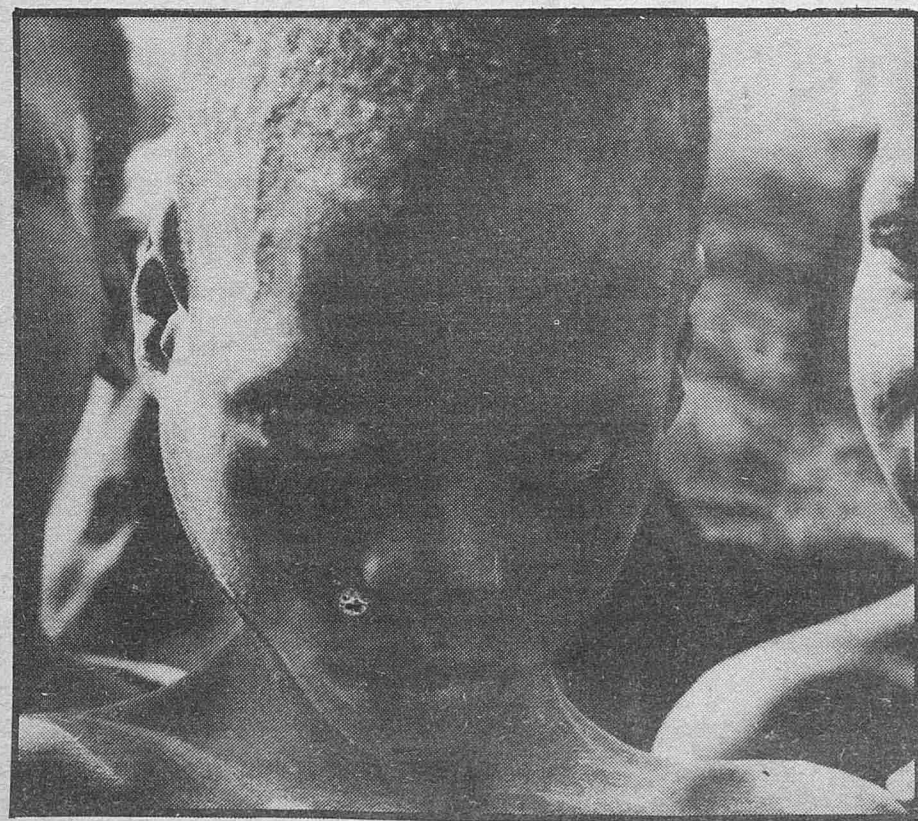
AU PAYS DE L'IMPASSE :

Ou l'itinéraire d'un expulsé



UGANDA :

Elections-Famine : Quel choix ?



Les Français musulmans

Perspectives et réalités



La suite de notre enquête

Page 7

MEMOIRE IMMIGREE :

C'est joli quelqu'un qui sait lire... !

Page 3

DU DESPOTISME ORIENTAL

Ou les phantasmes de l'Occident

Par Juan Goytisolo



Trop d'honneur

Juin 1980, je me rends à la FNAC Montparnasse pour acheter des cassettes. N'ayant pas d'isées précises, pour faire mon choix, je m'attarde devant les rayons. Une dizaine de minutes plus tard, ayant effectué mon achat en passant par la caisse... je sors et me dirige vers le métro. Soudain, alors que j'étais à 200 ou 300 mètres de magasins, deux mains se posent sur mes épaules et je n'avais pas encore compris ce que ces deux flics voulaient, qu'ils regardaient mon sac, vérifiaient mon ticket de caisse et s'en allaient (sans s'excuser, faut-il le préciser...). Question : Pourquoi m'ont-ils contrôlé ? Les contrôles n'ont lieu qu'à coup sûr, me semble-t-il ? C'est-à-dire lorsque les surveillants ont effectivement vu quelqu'un voler, faut-il croire que ma « gueule foncée » était suspecte ? Un arabe est-il un voleur en puissance pour ces flics ? Croient-ils que je suis assez habile pour ne pas me faire repérer pendant que je vole ? C'est trop d'honneur, messieurs les flics, vous le gros barbu et vous le petit maigre.

Ali

La France en Majuscule...

Cher(e)s ami(e)s

Permettez-moi de vous appeler ainsi, j'appelle ami(e)s toutes les personnes qui se battent pour les mêmes raisons que moi.

Je vous envoie un papier que j'aimerais voir publié (ne tapant que d'un doigt et la « tappe » est mauvaise).

En gros, voici notre histoire. Venus en France (vous avez remarqué la majuscule) il y a 21 ans, nous faisons partie de ce que l'on appelle « la seconde génération ». Pas drôle, Français ? Algériens ? Ni l'un, ni l'autre. C'est pas difficile à comprendre, c'est dur à vivre. Qui comprend ? Et qu'importe que l'on nous comprenne, on nous demande d'être rentable... ou mort.

J'ai mis 24 ans à assumer la contradiction. Bien sûr, j'ai la chance extraordinaire de faire des études supérieures. Comme chacun des membres de cette génération, je suis passée par différentes phases : défrisage, prénom presque français, puis T.S. Et puis, j'ai réussi à m'en sortir.

Maintenant, je suis moi, tout simplement Halima, je vis et j'accepte mes contradictions, je suis partie de chez moi et tout va pour le mieux, merci.

La lettre que je voudrais voir publiée concerne mon frère de 22 ans, électricien sur les chantiers. Le week-end, deux jours par semaine où il peut vivre, lui est systématiquement « gâché » par ceux que l'on doit considérer comme nos protecteurs : les flics.

A chacune de ses sorties du samedi soir, il est arrêté, fouillé, insulté, puis on le laisse repartir jusqu'au samedi d'après.

Lorsqu'il me raconte cela, en riant, moi je le vis très mal, j'ai l'impression que l'on m'arrache les tripes, je parle de viol et, à travers lui, et à travers tous les jeunes de son âge et les autres, c'est moi qu'on viole.

Qu'on nous laisse vivre en paix : c'est déjà extrêmement dur de s'intégrer, ou de ne pas s'intégrer, d'assumer la position entre deux chaises, c'est atroce : ras le bol. Rentrer au pays ? Pourquoi faire ? Y vivre la même situation ? Pour nous, c'est impossible.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. Je m'arrête là ; j'ai trop mal.

Recevez toutes mes amitiés.

Halima

Seconde Génération !

*C'est un poème d'amour que chante ma guitare
C'est un cri de révolte aux couleurs de l'Espoir
C'est un prénom de fille, un prénom de garçon
C'est une fleur bronzée aux pétales de béton
C'est ce H.L.M., quelque part en banlieue,
Qu'on montre du doigt, qu'on dit dangereux,
Qu'on met dans la marge,
Qu'on transforme en ghetto,
Bref, c'est ce repère de gens dits « anormaux »*

*C'est un blouson de cuir qui fait peur aux gens
Pour cacher ta misère, ton angoisse en-dedans
C'est ta photo rangée au fond d'un grand fichier
C'est ton faciès traqué par des flics excités
C'est une carte de séjour sur le point d'expirer
C'est ton premier boulot qui vient de se barrer
Le prétexte en est que tu n'es pas Français,
Que tu n'as rien à dire, que tu dois la boucler*

*C'est l' regard enflammé de ta petite sœur
Qu'a envie de vivre, qu'a la rage-au-cœur
Ton père ne comprend pas qu'elle temps ont changé,
Qu'elle veut faire sa vie, qu'elle veut sa liberté
C'est le choc de deux mondes, la colère éclatée
Le fruit casse la branche qui n'a pas su plier
C'est enfin les paroles de cette chanson
Ma révolte à moi, mon cri à ma façon*

« Seconde génération »

Quel drôle de nom

« Seconde génération »

Pour dire qu'on a vingt ans.

Smaïn Mebarki

Je ne suis pas violent

Je suis brune, frisée, j'ai la peau marron. Tous les samedi soir, en sortant ou en revenant de boîte, les flics m'arrêtent pour « vérification d'identité »

Non, c'est faux. Ce n'est pas moi qu'on arrête. Je suis une fille, pas moche à regarder et avec qui ont pourrait peut-être...

C'est mon frère, c'est lui que l'on viole. Dans son droit de circuler, dans son droit d'être bien habillé, dans son droit de rouler en voiture (une R 20 de surcroît).

Ah ! Excusez-moi, messieurs. Je ne savais pas qu'un jeune travailleur arabe ne devait pas avoir de voiture.

Mais de quel droit me tuteyez-vous ? Nous n'avons pas élevé les cochons ensemble !

Ah ! Excusez-moi, messieurs, je ne savais pas qu'un arabe n'élève jamais la voix devant les Maîtres, flics de plus !

Oui, Monsieur, bien Monsieur ! Vous voulez que j'ouvre aussi le coffre ? Mais bien sûr !

Profitez, messieurs, profitez de votre peau blanche, profitez de votre pouvoir, des menaces d'expulsion !

Profitez, messieurs, pendant qu'il en est encore temps !

Je ne suis pas un violent. J'ai horreur de frapper un être humain.

Je ne sais que l'amour et le respect de l'autre.

Mais la rage est aveugle

sans frontière

Siège social 35 rue Stephenson 75018 Paris

Tél : 606 15 68

Rédaction paris 33, bd St Martin 75003 Paris

Tél : 278 44 78

Rédaction régionale Midi 9 rue de la Rotonde

13001 Marseille Tél : 91 62 58 93

Directeur de publication : Khali Hamoud

CCP 420900 F Paris

Commission Paritaire N 61715

Diffusion NMPP

Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil

NAISSANCE DU PREMIER HEBDO DE L'IMMIGRATION ABONNEZ-VOUS ABONNEZ VOS AMIS BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

☐ Six mois : 80F☐ 1 an : 160F☐ Soutien 250F et plus

A l'ordre de SANS FRONTIERE, 35 rue Stephenson,
75 018 PARIS. CCP 4 20 900 F PARIS.

sans frontière

LINDA :

c'est joli quelque'un qui sait lire...!

Linda est née en 1939, à Riba d'Ave, un village rural de la région de Porto. Ses parents, d'anciens paysans, étaient alors ouvriers dans une usine de textiles.

La jeune Linda et sa cousine Emilia aident leurs mères à élever les autres enfants, elles nettoient la grande maison avec la grand-mère pendant que les parents travaillent. Quand elles atteignent treize ans, elles se louent à la journée pour faire la lessive ou le ménage chez les notables ou dans la famille.

Cela fera vingt ans que je suis mariée, le vingt de ce mois. Or aussitôt mariée, j'ai commencé à avoir des problèmes. Je n'ai pas été gâtée, moi. Je me suis mariée un samedi et le lendemain ma grand-mère était devant ma porte, pour que je me lève, pour aller travailler : « Ce n'est pas convenable de rester au lit, femme, ne sois pas malicieuse ». Et il pleuvait, moi de mon temps, quand on se mariait, on était fière d'arriver les premières à la messe. « Et moi je disais comme ça à mon homme : il faut que je me lève sinon elle ne sortira pas de devant la porte ». Elle ne sortait pas de devant la porte, en effet.

Après mon homme allait faire son service militaire, après j'ai eu Maria Adelina et il faisait le service, après j'ai eu mon Carlos et il faisait toujours le service. C'est seulement après qu'il a fini ; il y est resté pendant deux ans et demi.

Mais j'ai toujours eu des problèmes, toujours, toujours.

Après, j'avais déjà mon Miguel, et les gens alors profitaient beaucoup ; nous on travaillait beaucoup pour gagner seulement sept mille cinq cents ou dix mille « réis » du lever au coucher du soleil. On lavait des escaliers, je faisais des lessives, des ménages ; j'étais très fatiguée, seulement avec la peau et les os, j'avais même pas de tétos. Une fois ma mère est venue me laver le dos, car on n'avait pas de baignoire, c'était dans une grande bassine que je prenais mon bain et je baignais mes enfants le samedi.

Le destin

Avant, c'était le temps de l'esclavage. Je me sentrais honteuse si j'avais quitté mon homme, il n'y avait rien à faire. Le divorce n'existait pas et je n'aurais jamais fait ça d'ail leurs j'avais pas assez d'argent pour. Aujourd'hui, si mon homme était aussi méchant, je ne le supporterais pas. Enfin, c'était le destin. On dit que personne n'échappe ni à sa mort ni à son sort.

Je pensais, je gagne très peu, j'ai trois enfants, je vais de mander du travail à l'usine. Mais pour qu'ils m'engagent il fallait que ma mère quitte sa

place. C'était comme ça alors ! Et maintenant, il paraît que c'est encore comme ça, il y a un manque. Pour que les filles aillent travailler il faut que les mères partent. Or ma mère n'est partie que quand elle a eu la retraite. Bien sûr, elle devait gagner sa vie. On ne voulait pas m'embaucher à l'usine. Quand j'étais célibataire,

ils voulaient déjà pas, alors maintenant, avec deux enfants... Qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai été voir Agustinha Lemos, elle a écrit une lettre pour que je l'apporte à Mme Mercedes. On disait que seuls ceux qui donnaient des cadeaux étaient embauchés, moi j'étais trop pauvre pour faire des cadeaux. J'ai porté la lettre à la bonne de Mme Mercedes. Une lettre triste, rien que la lire on a envie de pleurer. J'ai donné la lettre à la bonne et j'ai attendu la réponse, et j'ai été embauchée. Un jour la femme qui pesait la fil m'a dit comme ça : « Ecoutez, je sais quand le patron est de bonne humeur et c'est quand il est de bonne humeur qu'il donne des augmentations ». Un jour, j'étais à travailler à mes machines et elle est venue à côté de moi et elle m'a dit : « Venez parce que le patron arrive ». Je suis venue (elle détache chaque mot) et il m'a écoutée. Et je lui ai dit : « Monsieur le Comte Ferreira, j'ai trois enfants, mon homme est chômeur, et tout le monde a eu des augmentations, il y a que monsieur Merlo n'a pas augmenté ». et il m'a dit : « Alors, lundi, tu iras voir monsieur Merlo pour lui dire que j'ai ordonné qu'il te donne une augmentation ». Mais monsieur Merlo, il était un type intéressé, il voulait qu'on lui apporte une paire de poulets. Mais moi je pouvais pas. J'en avais

ne, ils se marient trois ans plus tard, alors qu'il fait son service militaire. Elle a trois enfants et réussit à rentrer à l'usine. Son mari ne travaille pas, il court les cafés ; sa famille la soutient moralement et financièrement. En 1965 son mari émigre, et Linda le rejoint en 1969. Depuis elle vit en France.

Elle aimerait trouver un emploi au Portugal et partir avec son mari et ses enfants. Sa vie actuelle est entre parenthèses, ses rêves sont au passé ou au futur.

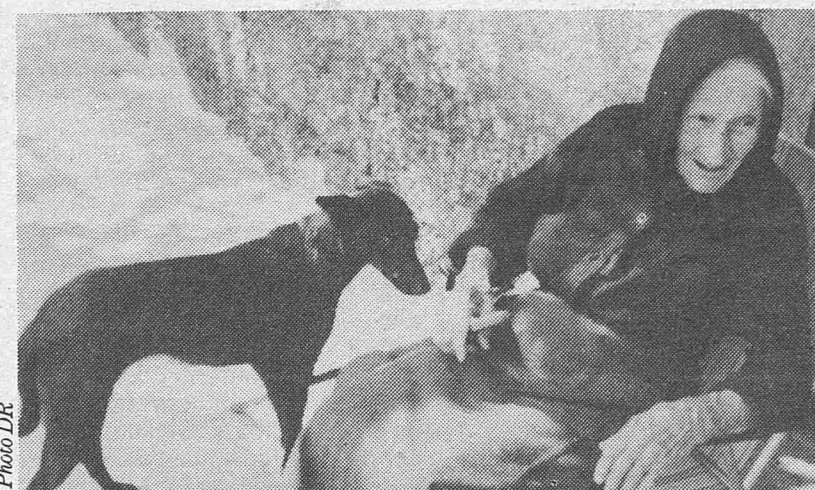


Photo DR

même pas pour moi ! Il était en colère, mais c'était les ordres du patron, il n'avait plus rien à dire. Alors j'ai été augmentée. Je n'ai été à l'école que quand j'étais grande, j'étais déjà une jeune fille. Pour avoir un diplôme pour rentrer à l'usine, j'ai dû apprendre. Pour avoir le diplôme mais j'y suis restée qu'un an. Moi je trouve que c'est bien l'école. Cela rend instruit de savoir lire. Parfois il y a des gens qui disent que je ne sais pas lire, je ne sais pas écrire une lettre, je n'écris que mon nom et mal... Dans le métro si je regarde les directions je ne comprends pas, je ne sais rien de ce qui est marqué. J'aimerais savoir lire. Je trouve que c'est joli quelque'un qui lit un livre.

Une différence

L'homme et la femme c'est pareil, mais ils disent qu'il y a une différence. Bah ! Plus maintenant, maintenant c'est pareil. Et avant on aurait dû aussi être pareils parce que l'homme n'a rien de plus que la femme, c'est pas vrai ? Mais avant, ça venait des ancêtres en réalité nous devions respecter l'homme parce qu'on a été éduqué comme ça. Par exemple il y avait un certain nombre de choses qu'on ne pouvait demander à l'homme de faire, malgré que c'était pénible, mais si on lui demandait de le faire les gens nous critiquaient nous censuraient, après ils disaient (elle baisse la voix) : « Regarde, son mari c'est un péché ». Maintenant on ne remarque plus ça, maintenant, on ne peut pas élever nos enfants comme nous avons été élevés. Moi j'ai donné à ma Maria Adelina la même éducation qu'on m'a donnée. Elle la suit. Bien

sûr, qu'elle n'avait pas la même liberté qu'ont mes fils, par exemple. Ma fille allait quelque part si j'y allais aussi. Si j'y allais pas, elle non plus, et si elle allait seule il fallait que je sache avec qui elle était vers la fin c'était plus comme ça parce que si ça avait été comme ça, il ne lui serait pas arrivé ce qui lui est arrivé. J'ai l'impression que si elle n'avait pas été travailler à la boulangerie, et que... ça aurait pu arriver comme ça m'est arrivé, mais elle a pris connaissance de certaines choses. Il y avait des choses que je ne lui laissais pas faire, que je mettais à mes fils, mais je lui disais comme ça : « Eux, c'est des garçons, et toi t'es une fille, alors si je sors, tu sors, sinon je te laisse aller que si je vois que tu vas avec des gens avec qui tu peux aller ». C'est le destin... Mais vous savez que maintenant il y a plus de liberté, par exemple, nous on cachait un certain nombre de choses à ma fille, qu'elle ne savait pas, mais je trouvais que je devais pas lui dire, parce qu'à moi on me l'a pas dit non plus et puis si j'allais lui dire, je pensais que je lui ôterais l'innocence. Je trouvais que c'était un manque de respect d'aller lui expliquer ces choses-là. Ce n'est pas un manque de respect, j'aurais dû lui expliquer, mais comme à moi non plus, personne ne m'a jamais appris ni expliqué... La sœur de mon mari m'engueulait, elle travaillait chez sa patronne et elle disait que sa patronne se lavait devant elle, et qu'elle prenait son bain devant ses enfants et tout ça. Et moi je me cachais de mes enfants. Quand mes fils prennent un bain je n'y vais pas. Dieu m'en préserve... Parfois je disais comme ça : « Hep, Maria Adelina, viens ici et lave moi le dos » mais je m'accroupissais sous l'eau, elle me lavait le dos et après elle sortait. Maintenant si ma fille entre pendant que je me lave, je ne l'engueule pas. Maintenant je la laisse parce qu'il y a là-bas deux de mes voisines qui ont beaucoup lu, et moi j'étais plus arriérée et elles m'ont fait comprendre qu'en fait on était toutes des femmes, que je n'avais pas à me cacher et moi d'abord un peu honteuse, j'ai commencé. Mais au début, j'avais honte, même de mon homme, maintenant j'ai moins honte mais avant ! Et pour aller chez le médecin, j'avais beaucoup de mal, je rougissais ! Et maintenant je suis capable d'aller chez le médecin sans combinaison.

J'ai jamais parlé de sexualité avec ma fille, je ne lui ai jamais rien proposé comme discussion, ni sur la pilule, ni rien, parce que moi, je ne prends pas la pilule ni rien de tout ça. Je lui ai jamais expliqué « ce que tu dois faire, ce qui va t'arriver » ; à moi on ne l'a pas expliqué non plus. Quand elle a eu ses trucs, elle a été un peu surprise, mais bon... C'est comme moi. Un jour ma mère est venue me voir et elle m'a dit : « Ecoute, tu as tes trucs ? » Je l'avais pas dit à ma mère mais elle l'a trouvé. Ma mère m'a dit qu'il y avait des choses que je ne devais pas manger des olives, ni prendre un bain, ni me laver les pieds ; mais moi, les olives,

encore aujourd'hui je les mange pas, mais je me suis toujours lavée. Ma grand-mère dit qu'on ne peut pas non plus manger du raisin, des pêches, des oranges, mais Lurdinhas Lemos mangeait des oranges quand elle avait ses trucs ; de toute façon nous n'avions pas les moyens pour se les acheter.

Un péché

Quand j'ai fait la bêtise, j'ai eu un peu peur de feu mon père, mais j'ai caché et il a caché aussi, et aussitôt qu'on a pu, on s'est marié. On s'est marié le plus vite possible mais personne n'était au courant ; ils ne s'en sont doutés que le jour de mon mariage, parce je n'avais pas le bouquet ; mais quand je sortais de l'église une voisine dit comme ça : « Elle est très belle aujourd'hui, c'est dommage qu'elle n'ait pas un petit bouquet ! » Et mon frère aîné a dit : « Je pensais qu'elle aurait quelque'un pour le lui offrir, sans ça je l'aurais fait venir de Guimarães ». Et moi je pensais doucement : « C'est bien que tu n'aies rien su, parce que si tu l'avais fait venir, je ne l'aurais pas porté parce que je ne le méritais pas ! » En ce temps-là, on disait que c'était un péché de porter le bouquet si on ne le méritait pas. Or, c'est là que tout le monde a commencé à s'en douter et c'est après que la couturière qui a fait mon ensemble m'a dit qu'elle s'en était doutée parce que quand j'ai été faire le deuxième essayage, elle a dû élargir le tailleur et moi, je n'ai rien voulu dire à la couturière — on disait que quand on était enceinte, c'est pas bon de piquer la robe sur soi, qu'après, c'est très difficile d'avoir l'enfant.

C'est un péché de ne pas faire avec les hommes quand ils en ont envie. Il paraît que si nous, on fait pas, ils peuvent aller avec d'autres femmes. On dit qu'il y a des hommes qui ont des maîtresses parce que leurs femmes ne les satisfont pas. Moi si je suis vraiment fâchée avec mon homme, je peux le faire parce que je suis obligée. Même si je ne veux pas le faire mais qu'il le veut, je suis obligée et là, je peux le faire comme si de rien n'était. Mais lui, il veut pas comme ça, il fait, mais il demeure sur son appétit.

Cela va bien aux garçons mais c'est pas convenable qu'une femme fasse ça à droite et à gauche, et un homme, s'il est à côté d'une fille et qu'il la drague, ça prouve qu'elle lui a plu ; c'est bien ; mais une fille qui drague un garçon, c'est pas convenable.

Deux hommes qui vont ensemble ou deux femmes qui vont ensemble, c'est laid. Si une femme a besoin d'avoir des relations, elle n'a qu'à chercher un homme, un homme qui a besoin d'avoir des relations n'a qu'à chercher une femme. Si mes enfants l'étaient, Dieu m'en préserve ; je ne sais pas ce que ça signifie, mais j'entend dire que ça, c'est moche ; mais on dit que c'est normal. Il y a de tout.

Propos recueillis par Judith

Suite
la semaine prochaine

Le pays de l'impasse

Depuis plusieurs mois, par mes contacts comme visiteur de prison avec les détenus maghrébins à la maison d'arrêt de X., j'étais sensibilisé à la question des expulsions. Engagé dans « S.O.S.—Refoulement », j'ai participé comme Conseil d'un jeune Algérien, à une Commission d'Expulsion, en juillet dernier : j'ai pu me rendre compte de son déroulement !

Si je n'ignorais pas le désarroi des jeunes ayant reçu notification de leur passage devant la dite Commission, et de leurs parents, par contre, je me posais souvent la question : « Que vont-ils devenir s'ils sont expulsés ? Que deviennent les centaines de jeunes que l'on expulse chaque année ? » Ils sont arrivés fort jeunes en France ; certains même y sont nés ; leur langue maternelle est plus ou moins abandonnée ; quelques-uns ne sont jamais retournés dans leur pays. Alors, après l'expulsion, comment vivent-ils ?

Grâce à l'action que mène « Rencontre & Développement » à Alger, un certain contact est établi avec les jeunes expulsés algériens : je renvoie au livre de François Lefort : « Du bidonville à l'expulsion ». Il ressort de cet ouvrage que l'expulsion est, dans les faits, plus un exil qu'une simple expulsion... Et un exil à vie.

Un grain de sable

Par contre, nous ne connaissons rien ou presque de la situation des jeunes expulsés vers la Tunisie et le Maroc. Les parents, restés en France, reçoivent parfois des lettres de leur fils : ce n'est pas suffisant pour avoir une idée exacte de leur situation. Aussi, après quelques hésitations, et avec un peu d'appréhension, je me suis décidé à répondre à un appel d'un nouvel expulsé. D'abord pour voir s'il ne serait pas possible de mettre sur pieds un organisme comme celui qui existe à Alger, et aussi pour me rendre compte sur place, de la vie de ces jeunes expulsés. En quinze jours, j'en ai rencontré une dizaine, uniquement dans deux grandes villes du pays où je me suis rendu. C'est peu, au regard des centaines d'autres qui s'y trouvent. Mais la qualité des contacts que j'ai eus a pu compenser le petit nombre...

Compte tenu des immenses problèmes que pose la masse des jeunes de moins de 25 ans (50% de la population !), celui des expulsés n'est qu'un grain de sable. Et j'ai tout de suite compris qu'il était impossible sur place de le prendre en considération. De ce point de vue, je puis bien parler de l'échec de mon voyage. Du moins, ayant vécu des journées entières avec brahim, Mohammed, Mehdi et les autres, ai-je pu me rendre compte du drame qu'ils

vivent dans ce pays, le leur, devenu pour eux le pays de l'impasse.

Qui sont ces jeunes ?

Des garçons de 19 à 25 ans. Ils sont venus en France entre trois et dix ans, en moyenne vers sept ans : leur père les a fait venir avec leur mère soit dans l'Est de la France, soit dans la région parisienne.

Quelle fut leur existence d'enfants ? Tous jettent un voile sur ce pan de leur vie (ce n'est pas le seul). Pourtant, au fil des jours, le voile se lèvera : « On rêvait de la France, on a trouvé un enfer ! » — « Je ne pardonnerai jamais à mon père de nous avoir fait venir... » — « Dès l'école primaire, parce que je parlais mal, parce que j'étais un peu noir, j'ai su tout petit ce que c'était qu'être un étranger, un bicot ».

Pourtant, on veut être comme les autres copains ; alors on envoie promener les parents ; on fugue, et plusieurs se retrouvent dans les centres d'éducation spécialisée. J'ai beaucoup parlé avec A., 22 ans, qui dès l'âge de 14 ans, a été ballotté de maisons en maisons, jusqu'à la fugue : « Tu vois, moi, j'ai toujours été qu'un « cas ». Et si j'ai fait des conneries, c'était pour me prouver ! ». Alors, vols, bagarres... et un beau jour la prison... l'expulsion à 19 ans.

C'est très variable. Beaucoup sont devenus clochards, couchent où ils peuvent (hammam, copains...), mangent ce qu'on leur donne ou ce qu'ils fauchent. D'autres vivent chez une grand'mère ou un vague membre de la famille : ça dure de trois à six mois ; parfois, de France, les parents leur envoient un peu d'argent... Et puis la grand'mère n'en peut plus : comment reconnaître ce petit-fils devenu un (tranger par sa langue, ses mœurs ? Alors, on rentre de moins en moins à la maison, on retrouve des copains en essayant de se faire un peu d'argent à droite et à gauche... D'autres, encore, mais peu nombreux, habitent la maison que leur père a fait construire au pays : matériellement, ils pourraient s'en sortir. Mais comment vivre seul ? On va rencontrer quelques copains ; si, parmi eux, B. a la chance d'en trouver un qui essaye de le prendre en charge, de l'aider à trouver du travail, à ne pas « rêver de ta France », à ne pas réagir durement, il y a quelques chances pour que ce jeune s'en sorte. Mais ce sera long ! J'en ai vu un qui, expulsé depuis sept ans, n'arrive pas encore à surnager. Pour la plupart, les railleries des copains (« tu parles arabe comme un Français ! »), l'attrait du « scandale » vont les pousser à se vouloir étrangers à ce monde où on les a forcés à vivre, et à le montrer. J'ai vu D. boire du whisky à pleines gorgées, dans le car, pour « se montrer, scandaliser », et en offrir à son

voisin. Un autre préparait sa cigarette de « hasch » devant tout le monde dans le bus : ce n'est évidemment pas la bonne méthode pour être accueilli et aidé ! Aidé, justement, on ne veut pas l'être : « on veut être libre, ici comme en France ! ».

Avec les filles, on se présente comme un jeune étudiant en France : M. me dit « quand tu seras arrivé à Paris, tu enverras trois cartes postales à F. (une fille rencontrée en ville) que tu signeras de mon nom ».

Le « trou noir »

Pour tous, l'expulsion, qu'ils subissent comme une violence à leur égard, les fait devenir eux-mêmes très-violents. Un petit fait : alors que je me promenais en ville avec deux d'entre eux, un policier nous demande nos papiers. A. réagit alors violemment : il lui jette sa carte d'identité à la figure, voulant que le policier la ramasse par terre... Evidemment, nous nous retrouvons tous au poste ! Heureusement, le commissaire se montra très calme (sans doute à cause de ma présence). En sortant, A. me glisse : « Tu vois s'ils m'avaient gardé, il aurait fallu que tu préviennes vite ma famille ; sinon, tu n'entendais plus parler de moi ! ».

En résumé, que vivent-ils ? Je serais tenté de répondre : une vie souterraine, à part, en attendant l'occasion de revenir en France. Car c'est là leur seule raison de vivre. Le peuvent-ils ? F. Lefort, dans son livre « Du bidonville à l'expulsion » parle de 80% d'expulsés qui reviennent clandestinement bien sûr, en France. Je le crois aisément. J'ai rencontré trois garçons qui avaient fait trois fois le voyage ; deux, une fois ; un, cinq fois ! En tous cas, tous sont bien décidés à revenir. Les premiers mois, c'est presque une obsession ; mais les mois passant, l'espoir devient désespérance : c'est le « trou noir ». Quelques réflexions :

« Je vais te donner cette broche (une petite épingle de nourrice qu'il gardait comme un talisman) : c'est sûr, j'irai la rechercher un jour ! ».

« Tu vois, moi, ma vie, c'est une série de tiroirs : maintenant, c'est le tiroir-expulsion qui est ouvert. Il faut que je le ferme vite, pour ouvrir le tiroir-retour en France ».

Prêts à tout

K. a tenu, le dernier jour, à m'accompagner jusqu'au bateau ; il est resté sur le quai très longtemps. Et je n'oublierai pas facilement le regard de ce garçon avant qu'il s'en aille : je repartais en France, j'irai voir sa famille ; et lui restait là, dans son trou ! Quand on sait que l'expulsion, c'est pour la vie on comprend que certains jeu-

nes en deviennent fous, et prêts à tout pour en sortir. Soir dit en passant, cela en dit long sur l'utilité d'une mesure qui ne fait qu'aggraver la délinquance de ces jeunes.

Je dois aussi parler d'une réaction présente chez tous ceux que j'ai rencontrés : jusqu'à la fin, j'ai très bien compris qu'il y avait toute une part de leur existence actuelle que beaucoup ne tenaient pas à dévoiler ; et ils ne m'auraient pas pardonné de leur poser des questions là-dessus. J'ignore donc plusieurs aspects de leur vie...

Autre constatation : alors qu'ils sont à la recherche d'argent et de papiers pour leur retour, je leur ai toujours confié mes affaires personnelles ; ils savaient très bien où était mon porte-feuille : rien n'a jamais disparu.

Pourtant, chez eux, le gros problème, c'est l'argent : « Tu vois, si je n'avais pas eu un peu d'argent en sortant de l'avion, c'était cuit ! Heureusement, j'ai pu racheter ma carte d'identité ». Ils savent bien qu'avec de l'argent, on peut avoir un nouveau passeport. Alors, comment font-ils ? Je suis persuadé que quelques-uns étaient alors sur des pistes bien qu'on ne m'en ait pas parlé, du moins ouvertement.

« Quel avenir »

Bien sûr, je me demande si c'est la solution : revenir en France ? Et puis ?... Y vivre de plus en plus en marginaux, on sait bien ce que cela veut dire : une délinquance de plus en plus profonde les y attend ; jusqu'à la prochaine expulsion. Et on recommence ! Trouver du travail là-bas, dans ce pays où sévit une crise de l'emploi dont on n'a pas idée chez nous ? Mais c'est quasiment impossible. Il me revient à l'esprit le titre d'un ouvrage sur les Jeunes Immigrés : « Mon avenir ? Quel avenir ? » (de Martine Charlot, chez Casterman). C'est encore beaucoup plus vrai pour les jeunes expulsés ! C'est M. qui me disait : « L'avenir ? c'est un mot que je ne comprends même pas. — Mais quand tu auras 30 ans... — Je n'aurais jamais 30 ans... ».

Dans la bouche d'un jeune de 21 ans.

Deux questions

* Si le père de ces garçons ne les avait pas fait venir en France, se trouveraient-ils dans une telle situation ? Poser la question, c'est y répondre. Faut-il aller jusqu'à dire que nous, Français, sommes en partie responsables de ce gâchis ? Je laisse à chacun le soin de répondre...

* J'ai assisté, je l'ai dit, à une Commission d'expulsion. Je n'ignore pas que cette Commission n'est que consultative et qu'en définitive, la décision appartient au ministre de l'Intérieur (Concrètement, qui ? le ministre personnellement ? un fonctionnaire de service ?...). Pourtant, je voulais dire ici combien me paraît grande la responsabilité de ces personnes qui composent les Commissions d'expulsion. Devoir se prononcer sur l'avenir d'un jeune, qui n'aura plus jamais le droit de mettre le pied sur le sol français, là où vivent ses parents, là où il est né parfois. A ces personnes qui, tout en étant l'Administration, ne sont tout de même pas des monstres, je voudrais leur demander d'aller là-bas, au pays des expulsés, voir ce que deviennent ces jeunes-là. Je pense qu'ensuite, ils comprendraient mieux leur responsabilité : casser une jeune vie, tout de même, ce n'est pas rien !...

Que faire ?

Et maintenant que faire ?

* D'abord, tout mettre en œuvre pour que les lois d'expulsion cessent. Sait-on qu'elles datent de 1945 et qu'elles ont été prises à l'encontre d'occupants allemands qui cherchaient à se cacher en France ? Qu'elles aient été reprises l'an dernier par le ministre de l'Intérieur n'y change rien !

* Et pour ceux qui sont là-bas, ne pourrait-on pas, au moins, rendre temporaire cet exil définitif ? Ou pense-t-on vraiment qu'un homme de 30, 40, 50 ans est encore coupable des délits qu'il a commis à 18 ans ?

Pendant mon séjour au milieu des jeunes expulsés, à X., j'avais remarqué un jeune, S., 22 ans et demi. Jusqu'à la fin, il s'exprimait peu et se tenait visiblement sur ses gardes. La veille au soir de mon départ, tout à coup, S. a parlé, vite, très vite : « R. Ecoute-moi. Je suis expulsé depuis deux ans (1978). Mon père est très malade. Le 15 mai dernier, il est mort. Et je n'ai pas eu le droit d'aller l'embrasser avant sa mort, ni d'être à côté de lui à ce moment-là (malgré mes démarches près du Consul de France). C'est moi qui ai reçu son cercueil ici... J'ai peut-être fait des conneries en France... Mais, ça, je ne le pardonnerai jamais aux Français ; tu peux le leur dire... ». Et il a éclaté en sanglots rageurs...

Ce que je viens de vous livrer ici, j'avais promis à mes amis expulsés de le faire : c'était pour moi un devoir à leur égard.

« On va te mener là où aucun touriste n'est encore passé » m'avait dit A. à mon arrivée.

C'était donc ça, « le pays de l'impasse » ?

R.P

Un congrès : le peuple et la culture ?

Les 8, 9 10 novembre s'est tenu à Annecy le cinquième congrès de peuple et culture sur le thème du citoyen à la citoyenneté : quelle culture politique ? Peuple et culture, association d'éducation populaire créée en 1945 à la libération se définit comme un mouvement démocratique d'éducation, de formation et d'information. Elle participe de ce fait comme un certain nombre d'autres à une production culturelle qu'elle vend par ailleurs dans les stages Carase par exemple... Elle forme aussi tous les deux ans trente animateurs socio-culturels. Le Mouvement PEC existe dans plusieurs régions : nord, Midi, Auvergne, Savoie, Isère avec une autonomie d'action dans chacune de ces régions.

français différent

La délégation la plus forte, celle de l'Isère, est composée de huit permanents. C'est une minorité dans cette délégation qui se veut rénovatrice qui nous a proposé pendant deux jours de ce congrès un travail d'atelier carrefour sur la non-citoyenneté. Le premier atelier s'est penché sur celle des travailleurs immigrés. Quelle population regroupe ce dénominateur commun la non citoyenneté ? Quel rôle, quelle intervention PEC se propose-t-il par rapport à tous ces phénomènes ?

Il convient d'abord et surtout de bien discerner les nuances

ou les degrés de différence dans les phénomènes d'exclusion, de marginalisation et d'enfermement même si l'on admet qu'il existe entre eux une relation de l'organisation de la société moderne. Trois points se dégagent :

- non citoyenneté et non nationalité,
- non citoyenneté partielle et marginalité,
- les phénomènes d'exclusion totale.

Au cours du premier atelier carrefour sur l'immigration un intervenant Albano Cordeiro chercheur à l'IREF a souligné que ces termes le citoyen et non-citoyen sont créés artificiellement pour permettre de maîtriser ou dévier le conflit au sein de la société et faire passer sous des contradictions fausses les contradictions réelles... pour Albano depuis la deuxième guerre

mondiale, certaines minorités immigrées, notamment algérienne ont formé les « micro-sociétés » qui conduisent à une société en formation. Cette espèce d'autonomie résiste à la puissance d'assimilation dans la société française. Ils refusent d'être français mais veulent rester en France (ou français autrement). L'Etat français ne l'admet pas on n'a pas le droit d'être français différemment.

D'où les pratiques marginales non reconnues d'une part et exclusion par les mécanismes législatifs (bannissement du territoire, non renouvellement de papier) d'autre part. Cependant, plusieurs milliers de leurs enfants nés après le 1er janvier 1963 vont devenir

électeurs et obtenir aussi s'ils le désirent une citoyenneté française. Cette nouvelle génération utilisera-t-elle dans les années futures ce nouvel atout qui lui permettra de se revendiquer d'une manière homogène en tant que communauté à part entière et sortir enfin du ghetto marginal immigré.

Le groupe de PEC qui s'est penché sur la non citoyenneté et la culture politique a essayé d'analyser de près la manière d'exclusion ou la propre exclusion de deux ou trois minorités, et une mise à jour de ses publics et de leur pratique. Peuple et culture se veut un lien ouvert de formation, de recherche. Par rapport à cette définition. Quel est le rôle à jouer au niveau de la formation pour les chercheurs et les médiateurs. Quels intervenants sociaux fabriquer ? Quels sont ceux qui sont partie prenante dans certains processus de manifestation ? Quelles pratiques personnelles malgré leur utilisation dans un rouage complexe ?...

Et comment ?

Certains groupes veulent se sortir des questionnements pédagogiques pour s'enfermer dans les questions sur les phénomènes actuels et favoriser l'expérimentation sociale et l'alternative.

La grande question est de savoir « si le mouvement peuple et culture veut réellement prendre en compte les minorités culturelles ? Et comment ?

FATIMA et HAMOUDI

Un atelier pas comme les autres

L'un des ateliers de confection, a été le théâtre mardi deux décembre dans le courant de l'après-midi d'un fâcheux événement... pour la victime, Osman Yurtsever presseur, dont voici le résumé. Il a été agressé par Arif et Memet, ses anciens patrons à l'intérieur d'un atelier, du 86 faubourg Saint Denis, dans le 10ème arrondissement. Ils l'ont attiré sous prétexte de signer le contrat définitif de l'ONI, qu'ils ont refusé d'avaler, car la redevance est à la charge de l'employeur (2450F) A raison de 12 à 15 heures de travail par jour pour un salaire de misère (2000F) par mois) il a dû quitter ses patrons-boxeurs, malgré la menace de chômage et le peu, d'offre d'emploi. Cette promesse d'embauche a de meilleures conditions lui a paru si alléchante qu'il n'a, à aucun moment soupçonné le moindre traquenard.

Ils l'ont roué de coups de

poings dans les côtes, de pieds ainsi que de barre de fer et se sont relayés pour se reposer à tour de rôle.

Arif a pris un tournevis et le lui a enfoncé dans l'épaule droite alors qu'il avait le dos tourné. La pointe a pénétré à plusieurs centimètres, a fait hurler Osman de douleur. Ils l'ont abandonné sur le trottoir, perdant son sang, criant à l'aide. Personne n'est venu à son secours, il a dû se relever s'appuyer contre les murs, et essayer de s'orienter pour rejoindre le siège de l'Association des Travailleurs Turcs, proche de là. Un ami l'a accompagné en voiture à l'hôpital Saint-Louis, où les premiers soins lui ont été prodigués, par le service des urgences entre 16H30 et 17H. Une période d'observation de huit jours a été nécessaire. Quels enseignements à tirer de cette bavure ?

Osman est conscient de la né-

cessité de porter plainte afin que pareille mésaventure ne se reproduise plus. Les patrons de la confection font le jeu du CNPF et du gouvernement en maintenant un sous-prolétariat en laisse, alors que les grèves entamées en février dernier

avaient rompu le cycle des décennies de docilité et d'abdication. La condition d'un travailleur sans papiers n'est guère enviable désarmé qu'il est face à la dispute devant la multitude de textes, donnant de la sorte libre cours aux interprétations et aux abus de la part du patronat.

Et ce dans l'indifférence générale, aussi bien de la police chargée de maintenir

l'ordre public que, d'une opinion que rien ne semble déranger, tant qu'elle n'a pas été touchée ni dans sa chair, ni dans ses biens.

RAHIM

Grève dans la confection

Deux occupations d'atelier défraient la chronique de la confection à façon des arrondissements de Paris. Les mêmes raisons ont poussé, les mécaniciens-presseurs, à se révolter contre le carcan que leur imposent leurs patrons, raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- 52 heures de travail par semaine, payés 40 heures. Les heures supplémentaires sont inconnues dans ce genre d'activité.

- Chantage exercé, lors de la signature du contrat définitif en contrepartie d'une plus grande docilité.

- Frais de redevance forfaitaire, déduits des salaires ? sans figurer pour autant sur les fiches de paye.

- Envoi de lettres de licenciement, sans qu'auparavant, il y ait une preuve formelle de la faute commise, sans qu'elle soit notifiée dans les termes prévus par la législation en vigueur, et surtout sans mentionner un délai de préavis obligatoire.

Toutes pratiques condamnables et condamnées par les

travailleurs qui occupent les ateliers ? l'un se trouvant au 5 rue d'Alsace, 10ème, 6ème étage à proximité immédiate de la Gare de l'est, sur la propriété de M. JJ Allebe. L'autre si tué, 21 rue d'Aboukir, 2ème, la société MRM, prêt à porter.

Le premier atelier emploie trois mécaniciens et un presseur, le second une dizaine d'immigrés dont deux femmes.

A titre indicatif, le système de fixation de salaire aux pièces donne le vertige, jugez-en plutôt. Un blouson est payé 16F, une salopette 7F, une robe 10F, un manteau 28F, un chemisier 5F, une jupe 8F, une combinaison 14F, un pantalon 7,50 F.

Nous mettons au défi, toute personne pouvant trouver ces mêmes articles dans le commerce de détail à

moins de 150 à 200F. Il est inutile de préciser dans quelle tirelire tombe la différence.

M. JJ Allebe a fait déménager six machines à coudre de marque Brother sur les sept machines que comptait l'atelier, il doit 13000F de salaire à ses ouvriers, qui dorment à même le sol dans le local occupé depuis le vendredi 5.. Les charges sociales ne sont pas réglées non plus. Il vient d'envoyer une lettre de licenciement en date du 2 décembre alors qu'il s'était engagé le 9 avril dernier dans sa promesse d'embauche pour un an, sous réserve d'obtention des papiers nécessaires dans le cadre de la procédure de régularisation.

Mme Michelle, gérante de la société MRM, n'agit guère mieux vis à vis de ses étrangers. Car après avoir signé huit contrats définitifs d'un an, elle n'a rien trouvé de plus pressant que de licencier deux mécaniciens qui protestaient contre la baisse inopinée du prix à la pièce. De surcroît elle a obligé ses ouvriers à signer des formulaires d'acompte correspondant exactement au montant des frais de visite médicale de l'Office National de l'Immigration.

Les travailleurs de la confection en grève exigent à travers cette occupation de lo-

caux :

- la réintégration immédiate de leurs amis licenciés,
- le remboursement de 2450 francs/ONI,
- l'élargissement de la signature des contrats définitifs pour l'ensemble des étrangers de la profession sans distinction de nationalité.

Ils attirent l'attention des pouvoirs publics sur la dégradation des conditions de travail et les menaces qui pèsent sur les conditions d'existence, dont la précarité n'est plus à souligner.

Assedic :

Grève pour vous !

le personnel de l'ASSEDIC des Hauts de Seine (antenne de Boulogne) s'est mis en grève le 1er décembre contre le projet du directeur visant à démanteler l'Antenne ce qui implique la séparation de deux services complémentaires de celle-ci en deux lieux géographiques différents ; l'un à Suresnes dans le nord du département, l'autre à Boulogne dans le sud.

Outre les déplacements aberrants que ce choix entraîne pour le personnel et les chômeurs, cela ne pourra apporter de solution à une situation qui se dégrade depuis plus d'une année. Au 10/11/80, 3800 dossiers sont en souffrance (dont 2500 à Boulogne). Faute

de locaux et d'un effectif suffisant en personnel qualifié. De plus, les délais de premier paiement oscillent entre 3 et 4 mois et demi.

Les allocataires se sont associés par 1791 signatures recueillies entre le 17 et le 20 novembre 1980, sur les communes de Boulogne, Sèvres, et Issy les Moulineaux, au mécontentement du personnel. A l'heure où nous bouclons, ce mouvement s'est généralisé, et toutes les antennes du département revendiquent des locaux et un effectif plus étoffé pour un accueil décent des chômeurs et un paiement plus rapide.

S. B.

La France terre d'écueils ou d'accueil ?

Il y a quinze jours, m. Stoléru prétendait lors d'une conférence de presse que le nombre de jeunes immigrés expulsés était en baisse. Les services de police ayant reçu des circulaires les incitant à plus de mesure et de compréhension.

C'est sûrement en application de ces circulaires que les préfetures du Rhône et des Bouches du Rhône ont procédé à deux expulsions : celles d'un jeune Algérien handicapé physique et d'une Française d'origine marocaine.

A Lyon, c'est le 6 novembre que le jeune Mabrouk, âgé de 17 ans, et amputé du bras droit, a été expulsé, sans même pouvoir emporter sa prothèse. Orphelin (son père qui travaillait dans une usine de peinture, est mort à la suite d'un cancer du poumon en France, et sa mère est décédée en Algérie). Mabrouk était en cours de régularisation. Il est actuellement hébergé par des cousins et refuse de manger et de sortir, ses cousins ont lancé un appel urgent à ses proches et à son avocat pour qu'il puisse revenir en France.

Aux dernières nouvelles, le préfet du Rhône serait prêt à accorder un séjour temporaire à Mabrouk pour qu'il puisse soigner.

A Marseille, c'est toute une famille qui se trouve dispersée entre le Maroc et la France, avec quatre de ses enfants expulsés et le cinquième en prison pour infraction à arrêté d'expulsion. La famille Sajide, dont deux fils : Abderahim et Abderrazak ont été expulsés depuis fort longtemps a re-

Gilbert Mathieu et Nous !

Gilbert Mathieu, n'est plus, chef du service économique du Monde. Il y a quelques années, son itinéraire avait rencontré le nôtre : cette rencontre eut lieu à l'église Saint Hippolyte de l'avenue de Choisy, où avait lieu la première grève de la faim des travailleurs immigrés sans papiers de Paris.

En tant que paroissien, de cette église, il avait contribué avec le père Gilles Renaudin et bien d'autres personnes, à faire éclater le scandale, à l'époque occultée, de la situation des sans papiers. Au-delà de la situation des travailleurs dits « clandestins », Gilbert Mathieu a été l'un des premiers à saisir le phénomène de l'immigration comme révélateur de la société française. Il a contribué à la prise en compte par les médias de cette réalité ; et cette contribution nous fut précieuse.

A sa femme que nous avions reçu en 1975 lors d'un deuxième mouvement des immigrés saisonniers, à ses enfants et ses confrères l'équipe de Sans Frontière présente ses condoléances attristées.

Saïd BOUZIRI

CERTIFIÉ, sur le vu des pièces suivantes :

- Acte de naissance de l'intéressée
- titre de séjour de l'intéressée
- bulletin N°1 du casier judiciaire de l'intéressée
- certificat de résidence de l'intéressée
- lettre du Ministère en date du 9 OCTOBRE 1980

Mademoiselle SAJIDE Latifa
Demeurant à SEPTENNES LES VALLONS (B.D.R.)
Née à MARSEILLE (B.D.R.)
Le VINGT AOUT MIL NEUF CENT SOIXANTE DEUX

A acquis la nationalité française à la date de sa majorité conformément aux dispositions de l'article 44 du Code de la Nationalité Française.

En effet, la preuve a été rapportée :

- 1°) que Mademoiselle SAJIDE Latifa est née en France de parents étrangers nés à l'étranger ;
- 2°) qu'elle avait en France sa résidence habituelle depuis l'âge de 13 ans ;
- 3°) qu'elle avait en France sa résidence lorsqu'elle a atteint sa majorité
- 4°) qu'elle était titulaire à cette date d'une autorisation de séjour valable du 11 AOUT 1980 au 10 NOVEMBRE 1980
- 5°) qu'elle n'a pas décliné la nationalité française au cours des six mois qui ont précédé sa majorité.

Gardanne, le 19 NOVEMBRE 1980
Le Juge d'Instance,

DOUBOUZ J. Marie

çu deux fois la visite de la police pour le seul mois de novembre.

« Le 10, raconte M. Sajide, les gendarmes sont venus et ont dit à mon fils Saïd qu'il avait trois jours pour dégager, et que s'ils le rencontraient après ce délai, il sera mis en prison. Je suis parti avec lui au Maroc et j'avais déjà pris mon billet pour revenir en France lorsqu'on m'a téléphoné pour me dire que Latifa a été expulsée à son tour ». C'est le 21 novembre que Latifa Sajide reçoit la visite des gendarmes qui lui notifient qu'un arrêté d'expulsion a été pris à son encontre. Or Latifa est française, et possède un certificat qui le prouve depuis le 19 novembre (voir ci-contre). Retenue toute une journée dans les locaux de la gendarmerie, Latifa affirme en vain aux gendarmes sa citoyenneté française, et la préfecture fera la sourde oreille aux appels des divers services sociaux. La préfecture prétend que cette expulsion a été faite à la demande du père. Par men-

sonne comme nous le raconte ce dernier « je me préparais à revenir en France lorsqu'on m'a téléphoné pour m'avertir que Latifa a été expulsée. J'ai passé plusieurs jours à la chercher entre Fès et Casablanca ».

Heureusement qu'en arrivant à l'aéroport de Casablanca, ma fille a rencontré un ami de la famille qui l'a hébergée. et c'est chez lui que je l'ai retrouvée. Je l'ai amenée chez sa grand-mère, notre seul parent à Casablanca, et qui loge déjà les quatre enfants expulsés. Elle leur fait à manger et je leur envoie de temps en temps un mandat. Il n'y a pas beaucoup de travail et c'est très dur pour eux. Tous les six mois je vais les voir et leur amène des vêtements d'ici.

Je ne sais pas lire, et je ne connais pas toute la loi, mais ce n'est pas juste. Ils n'ont rien contre Latifa, aucune preuve. Saïd a fait huit mois de prison et il a été expulsé, ses autres frères ont fait des petits vols mais Latifa,

Soleil d'Afrique ?

Soleil d'Afrique vous connaissez ? Je ne crois pas, ce n'est pas une pub pour partir en vacance en Afrique mais c'est tout simplement le nom d'un groupe de musiciens composé de jeunes Marocains qui fait de la musique dans une cité banlieusarde de la région nord de Paris, à Aulnay sous Bois. Ces jeunes composent leur musique, écrivent les paroles, dont les thèmes portent sur la justice, la terre, l'émigré plûtôt l'exilé me dira l'un d'eux qui est aussi responsable d'une association culturelle marocaine à Aulnay. Lors de la création de cette association, ils ont rencontré de nombreuses difficultés malgré l'aide de la municipalité et du centre culturel... Le responsable de cette association n'est autre que Aziz Elkouh, ce jeune de 17 ans, arrivé en France depuis trois ans, élève en électro-mécanique au LEP Jules Verne de Clichy sous Bois. Pour avoir voulu s'interposer entre des jeunes et son professeur, Aziz se retrouve à la clinique de Blanc Mesnil, après un passage à l'hôpital de Montfermeil où il se remet lentement de sa blessure. Il a pu m'expliquer comment il a reçu un coup de couteau, « Nous étions en cours de math au rez-de-chaussée du bahut. Nous avions deux

heures de suite, nous avions pris cinq minutes pour respirer puis le cours a repris. Et là dans le couloir, il y avait une huitaine de jeunes Français et Martiniquais qui faisaient du bruit, c'était insupportable, le prof pendant une quinzaine de minutes a résisté, il est sorti pour dire à ces jeunes d'arrêter leur chahut. Ceux qui avaient parti de l'établissement sont sortis mais les deux étrangers à l'établissement ont exigé que le prof soit poli vis à vis d'eux. Ce qu'il a fait. Nous étions en classe et je suis sorti avec un autre copain, le prof était parti à l'administration pour demander de l'aide. Il en était revenu seul et déçu. Il est possible qu'il n'ait trouvé personne. Un des gars frappait un de nos copains de classe. Le prof voyant cela, n'a pu le supporter, a demandé aux jeunes de sortir en les menaçant. Un des gars poussa le prof contre le mur et voulut le frapper. J'ai pas pu rester figé sur place. C'est pour cette raison que je me suis interposé et c'est dans la bagarre que l'autre m'a poignardé. Malgré cela j'ai continué de me battre en lui demandant de lâcher son poignard. Et je me suis retrouvé à l'hôpital, les copains n'ont rien fait. Ils étaient une quarantaine à regarder la rixe »

Quelques temps après cet accident, une conférence de presse était tenue le jeudi 4 décembre à laquelle assistaient Marie-Thérèse Gutmann (députée PCF de la Seine Saint-Denis), un responsable de la JC et le maire André Deschamps qui a salué « le courage du jeune qui n'a pas accepté de baisser les bras devant les loubards ». Leurs souhaits s'étaient tout simplement l'augmentation des effectifs de policiers, un képi par collège ou lycée, un ilotiers par HLM et même que M. le maire a ajouté à tout cela « que la municipalité a assuré le préfinancement d'un commissariat et attend toujours la délivrance du permis de construire ».

La délinquance aura-t-elle régressé pour autant en faisant appel aux forces de l'ordre. Tous ces jeunes Français, immigrés sortis sans véritable qualification d'un LEP et qui vont grossir les bataillons de chômeurs et qui s'emmerdent dans leur cité banlieusardes. Sont-ils pour autant des jeunes « loubards » dangereux ? Les envoyer en prison est-ce une solution pour enrayer la délinquance ? Au cours de l'année 80, le nombre de mandats de dépôt visant les mineurs risque de dépasser 6000. Ce nombre de jeunes détenus risque d'augmenter avec la campagne sur la violence et la sécurité qui entoure les discussions du projet de loi Peyrefitte. La solution est ailleurs, messieurs les élus et responsables de partis, établissez un vrai dialogue avec ces jeunes !

M N

Pour tous contacts du groupe Soleil d'Afrique, 3 place des Lotus 93600 Aulnay sous Bois. Tél : 868 11 48.

elle, n'a rien fait. Que voulez-vous, ma famille ne va pas se bagarrer toute seule contre le gouvernement... »

M. Sajide ne comprend pas la raison de tous ces maheurs qui s'abattent sur sa famille, pleure à leur évocation, et ne savait pas que sa fille pourrait revenir. Sa femme conclut : « qu'ils mettent toute la famille dans le bateau et qu'on aille mourir avec nos enfants ». France, terre d'écueil, ou d'accueil, M. Stoléru ?

LA DIFFUSION : Parlons-en !

Lundi 8 décembre à midi : Nanterre, au Rond Point de la Baule. — Bonjour madame, Sans Frontière...
— Oh, je ne le reçois pas...
— C'est un nouvel hebdo...
— On ne me l'a pas envoyé.

Mardi 9 décembre à 16 heures, Saint-Denis, sortie du métro Basille.

— Monsieur, bonjour Sans Frontière, s'il vous plaît !
— Ah, il reparait, j'en recevrais quelques numéros... attendez, il est là.

— Merci, essayez de l'afficher...
— Bon d'accord !

Saint-Denis en face de la faculté, au café Le Barrage.
— Sans Frontière, ça marche ?
— Non pas du tout !

Avec la diffusion, on ne rigole pas, ou le journal est demandé, ou il coule. Voilà depuis le 6 décembre

bre Sans Frontière est hebdo, mais beaucoup croyaient qu'il ne sortait plus, qu'il s'était arrêté, comme beaucoup d'autres journaux, malheureusement. C'est important aujourd'hui le N2 en main. C'est important de le faire connaître autour de vous. Beaucoup de nos abonnés sont des associations culturelles ou des groupes d'alpha, des syndicats... Faites circuler Sans Frontière et demandez-le dans les kiosques, faites en cadeau. Car plus que jamais, le sort du journal se joue là, actuellement. Aux abonnements, à la diffusion, à la fabrication et à la rédaction nous faisons un grand effort pour faire que ce premier hebdo de l'immigration vive et se développe, pour qu'il soit tous les samedis chez votre marchand de journaux. Il reste encore beaucoup à faire. Le journal peut aider à faire circuler les nouvelles, la communication, les informations en le mettant sur une table de café le matin, sur votre table de presse dans la maison de

jeunes, au lycée en l'exposant à l'usine ou à la faculté, tout cela ne peut que favoriser et faire connaître Sans Frontière.

Au 35 rue Stephenson à Paris dans le 18ème (tél 606 15 18) on enregistre des réclamations comme cette copine de Créteil qui demande de mettre plus de journaux dans son kiosque. Et puis les NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne) reçoivent 30000 exemplaires, ils ne font qu'acheminer le journal au point de vente (ils en ont le monopole quasiment), et prennent 40% sur chaque numéro en plus. Jusqu'à présent ils prennent tout le fric et en demandent encore. Ce n'est pas eux qui font connaître le journal. Si on coule ils s'en foutent un peu (ou beaucoup d'ailleurs!).

Alors à nous, à vous de bouger un peu.

La diffusion de Sans Frontière

Sans Frontière

LES FRANÇAIS MUSULMANS AU PRESENT

Perspectives et réalités

Dans sa publication « Evénement et Perspective » du 20 mai 1980 M. Gaston Gosselin évalue grosso modo le « vote musulman » en France à plus d'un million de voix.

Est-ce possible que cette force, appelée à grandir du point de vue numérique dans les années à venir, avec l'entrée massive des jeunes de moins de 18 ans qui représentent la majorité de la population française musulmane, prenne conscience d'elle-même et s'impose comme

mouvement politique ?

Si dans les premières années de leur rapatriement ; les Français musulmans furent silencieux, ils ont fait bruyamment leur entrée politique en 1974 par une véritable explosion sociale. Ce sont les plus démunis d'entre eux, ceux qui habitaient dans les hameaux de forestage, qui se sont révoltés les premiers. Ils protestaient contre l'exclusion, le racisme et les conditions de vie auxquelles ils étaient soumis depuis leur arri-

vée en France.

les jeunes relayaient leurs parents dans leurs revendications de dignité, un « ras le bol » général gagnait toute la communauté dans toute la France.

Ce mécontentement a porté ses fruits. Les conditions de vie se sont améliorées et de nombreuses associations se sont développées. Un embryon de conscience collective est née. S'affirmera-t-il dans l'avenir ?

qui étaient plus heureuses dans les baraquements, que dans des HLM. Il ne faut pas croire que nous sommes incapables de nous habituer aux nouveaux logements. Simplement rien n'est fait pour te faciliter les choses et on te fait bien sentir chaque fois que toi tu pourras jamais rien faire de bon parce que tu es un sauvage ».

Pour Ali, ouvrier spécialisé à Fos, l'exclusion avait pris simplement un autre visage. Il croyait tenir sa chance en quittant Logis d'Anna, il trouve le même monde hostile qui ne veut pas lui faire une place. Pas question d'invoquer un « traditionalisme » encombrant, c'est un « brave jeune homme, bien français, honnête, propre, respectueux des lois de son pays » mais, mais, mais... Il a tout de même quelque chose qui cloche, il a un nom bizarre sur une carte pourtant jaune.

Avec l'aggravation de la crise, les emplois deviennent très rares. Les jeunes Français musulmans se sentent pénalisés par leur faciès et par leur origine. Fait significatif, le 26 juin M. Pierre Mesmer premier Ministre alors, écrivait dans une note aux préfets : « pour mettre fin à une situation contraire à la législation et de surcroît inacceptable au plan humain, je vous demande de bien vouloir rappeler à toutes les administrations et services publics relevant de votre autorité, que les rapatriés français musulmans jouissent de la plénitude des droits attachés à la qualité des citoyens français et par conséquent, ne doivent faire l'objet d'aucune mesure discriminatoire qui pourrait les mettre dans une situation différente de celle de leurs concitoyens d'origine métropolitaine ».



Le 20 octobre 1980 M. Raymond Barre dans une note identique aux préfets demandait : « de bien vouloir rappeler à toutes les administrations et à tous les services publics que les Français musulmans etc... (suit le texte de 1973).

A croire qu'en sept ans les services n'ont guère changé et qu'en 18 ans les administrations ne se sont pas rendu compte que l'on pouvait être français et musulman !

Pour ces raisons de rejet, d'atteinte à leur dignité, de problème de promotion sociale et de formation professionnelle, les Français musulmans ont créé des associations qui sont en quelque sorte, selon le mot d'un de leurs animateurs « des syndicats de défense des intérêts des membres de la communauté ».

Cet adhérent de l'union des travailleurs français musulman d'origine nord africain affirme :

Nous ne faisons pas de politique. Nous ne sommes ni pour la droite, ni pour la gauche. Nous jugeons les hommes sur leurs actes. Je ne suis pas gêné de dire qu'un maire communiste de la région s'est bien conduit à notre égard. Est-ce pour autant que je suis communiste ? Dans un autre endroit une municipalité de gauche se moque de nous. Est-ce que je vais être contre toute la gauche ? Il y a du racisme partout et des amis partout. Alors il faut

être vigilant et choisir ceux qui nous aident ».

Ces associations sont d'inégales importances et toutes très attachées à l'Islam. Celles qui seraient les plus représentatives siègent au comité national des Associations, créées officiellement le 15 janvier 1980.

Une question se pose d'emblée sur l'indépendance politique de cet organisme. N'est-il pas contrôlé directement par le secrétariat d'Etat ? Quelle liberté d'action ont ces associations et vont-elles pouvoir répondre aux aspirations de leurs adhérents ? Souvent le ministère semble jouer le jeu de la division manipulant les uns contre les autres. Cette confusion crée l'immobilisme.

Il semble aussi, car les phénomènes sont complexes, que des luttes d'individus s'accusant à la légère entraîne un climat de soupçon nuisible à des actions d'ampleur.

Les Français musulmans n'arrivent pas à se dégager d'amitiés pesantes, et à se gérer d'une manière autonome.

Il faut imputer cela à trois raisons :

— la trop grande place accordée à des hommes du passé, notables en perte de vitesse, resuscités pour la circonstance.

— l'absence de programme cohérent tenant compte des aspirations collectives.

— la dispersion et le morcellement de ces associations locales.

Pour cela il n'existe pas de volonté politique « française musulmane » mais de multiples groupes de pression souvent manipulés par des grands partis de la majorité et incapables de s'auto-déterminer. Malgré l'espoir d'un sentiment unitaire, et d'où quelque chose à défendre en commun, commence à surgir.

Si la nécessité d'une lutte pour des conditions meilleures : logement, emploi, formation professionnelle, indemnisation des biens s'impose, il faut songer avant tout au respect de la dignité d'homme. Cela exige que les Musulmans en France soient considérés comme tous les autres citoyens.

Abdallah BEN AISSA



1974 : Saint Maurice l'Ardoise en révolte.

Dès qu'ils eurent mis le pied en France, les Français musulmans se sont heurtés à la mauvaise volonté des pouvoirs publics qui ne les attendaient pas. Il a fallu un vaste mouvement de protestation pour que la situation change et malgré cela les jeunes vivent un réel malaise.

Il a semblé bon, à l'administration, de loger (?) cette population rurale réputée « frustre », dans des hameaux de forestage. A son arrivée en France, on a pensé à recaser ces drôles de Français dans des baraquements, loin de toute vie sociale comme des pestiférés. Que cherchait-on ? Il est très difficile de comprendre cette politique. Nous avons essayé de chercher qui a été à l'origine de ces camps et pour quelles raisons, avait-on regroupé les Français musulmans, créant ainsi de véritables ghettos, nids de misère, de chômage et de destruction de la personnalité. Il ne nous a pas été possible d'avoir une réponse officielle. Les emplois de forestier ont été créés par la présence des Français musulmans. Puisqu'ils étaient dans la forêt, autant s'en servir.

Certains pensaient que cet habitat était favorable à cette population d'origine rurale. En effet, les familles ont pu recréer les conditions qu'elles avaient en Algérie. Les parents ont pu, quand ils touchaient des pensions décentes, accepter ce genre de vie mais quel avenir préparait-on aux jeunes ?

Il fallait selon l'administration, préparer cette population à vivre dans une société qui lui était inconnue. Cela justifiait-il un encadrement rigide, militaire, qui réglait toute la vie quotidienne des hameaux. On a considéré les Français musulmans comme des

mineurs incapables de pouvoir exister par eux-mêmes. Les camps se sont mis à ressembler à des réserves indiennes, habitées par des morts vivants.

Les plus forts essayant d'échapper à l'exclusion, à cette mort sociale.

Que trouvaient-ils ailleurs ?

« Quand j'ai quitté le logis d'Anna, j'espérais pouvoir revivre pendant les premiers mois, c'était l'euphorie. Une chambre, un travail et puis être comme tout le monde. A la fin j'ai pris en horreur la campagne, je rêvais d'un bon appartement moderne où je puisse vivre tranquille. Alors quand j'ai été engagé à Fos, je me suis marié et j'ai fait une demande de HLM. J'ai attendu plusieurs mois avec ma femme dans un meublé. On me répondait : vous comprenez, on ne peut pas avoir un trop grand pourcentage d'étrangers ou de Français musulmans dans le même immeuble cela provoque des histoires. Ils ont attendu qu'un immigré s'en aille pour me mettre dans son appartement. Alors d'un côté, ils te disent dispersez-vous, et de l'autre ils te relogent tous les Arabes d'un côté, les Noirs de l'autre, les Portugais un peu plus loin etc... Chaque bloc est spécialisé. Moi, ils m'ont mis dans le bloc des Français musulmans. Tu fais tout pour te sortir de la merde, et on te remet la tête dedans. Il ne faut pas croire que je n'aime pas mon quartier. Je suis content d'un certain côté de me retrouver dans cette cité. Pour ma femme c'est très bien, elle a de très bonnes amies. Les commerçants sont arabes, on se comprend, la question n'est pas là. J'ai jamais eu honte de ma race mais pourquoi on n'arrête pas de nous parquer ? Tu sors d'un camp pour te retrouver dans un autre. Je connais des familles



Les jeunes Français musulmans de Saint Maurice.

UGANDA :

élections-famine : QUEL CHOIX ?

« Il y a bientôt vingt mois chutait le *Fat* Maréchal Idi Amine dont le dada favori était d'humilier les Occidentaux, tout en nourrissant ses crocodiles chéris de chair humaine récalcitrante. L'opinion internationale se fendit d'un énorme *Ouf* de soulagement. Vingt mois après quel est le bilan ? Pour la pre-

mière fois depuis l'indépendance du 9 octobre 1962 la population ougandaise est appelée aux urnes (pratique démocratique ignorée sous Milton Obote et Idi Amin). Alors que le pays est en proie à l'anarchie et à la terreur, conséquence d'une guerre civile larvée ; pendant que les télégraphes des agences crépitent sous les informations de politiques

marque pas un des chefs de la guérilla armée : Yoweri Museveni, 36 ans. Yusuf Lule, président du Front National de Libération de l'Ouganda, avec l'aide tanzanienne accède au pouvoir pour 68 jours. Quoique la cour d'appel de Kampala, qui a pour président Samuel Wanbuzi, le reconnaisse toujours comme président légal malgré son exil londonien. Godfrey Binasai lui succède, mais pour peu de temps. La commission militaire, présidée par Paulo Muwanga, vice-président Y. Museweni, le remercie en l'envoyant en résidence surveillée à Entebbe. Jusqu'aux élections du 10 décembre, le pouvoir sera assuré par la

commission militaire composée de cinq membres tous des responsables de l'UPM, parti hostile au Dr. Obote. Bakulu Mpagi reproche à la commission de ne pas avoir siégé depuis début octobre (les législatives étaient initialement prévues le 30 septembre). Ce même Mpagi s'étonne aussi du fait que P. Muwanga, président de la commission et membre de longue date de l'UPC d'Obote, a décidé seul du limogeage de S. Wanbuzi, président de la cour d'appel (sans compter les faveurs faites à l'UPC par la commission militaire) chargé de par la constitution de proclamer les résultats du vote et de dire sa conformité aux règles en vigueur. A quelques jours des votes, voyons les partis en présence : l'UPC du Dr Obote, le D.P. de Mayanga Nkangi (pour les nostalgiques du royaume du Buganda) ; malgré ce multipartisme de bon aloi, et la présence de 70 délégués dont neuf observateurs officiels du Commonwealth (Monde du 10 déc.) en fait une caution de légalité internationale, ce sont des élections truquées et fallacieuses qui se déroulent. Sur les cinq millions d'électeurs, peut-être la moitié seulement votera (comme en Côte d'Ivoire pour les législatives). Pour des présidentielles en Afrique, 100% des électeurs votent et élisent à 99,90% le seul candidat. Déjà ! Le scrutin du 10 décembre sera entaché de beaucoup d'irrégularités, et certainement même d'illégalités ; ce qui ne pourra que profiter au Dr Obote. Les assassinats politiques, arrestations, attaques, menaces, enlèvements, raids sont monnaies courantes. Mais encore ! Dans la province du Nil Occidental 15 candidats de l'UPC sont

IMBROGLIO ET ANARCHIE POLITIQUES

Quant à la suite de l'armée tanzanienne, au printemps 79, les armées ougandaises de guérillas, marchent et pénètrent sur Kampala, on ne re-

semble pas un des chefs de la guérilla armée : Yoweri Museveni, 36 ans. Yusuf Lule, président du Front National de Libération de l'Ouganda, avec l'aide tanzanienne accède au pouvoir pour 68 jours. Quoique la cour d'appel de Kampala, qui a pour président Samuel Wanbuzi, le reconnaisse toujours comme président légal malgré son exil londonien. Godfrey Binasai lui succède, mais pour peu de temps. La commission militaire, présidée par Paulo Muwanga, vice-président Y. Museweni, le remercie en l'envoyant en résidence surveillée à Entebbe. Jusqu'aux élections du 10 décembre, le pouvoir sera assuré par la

commission militaire composée de cinq membres tous des responsables de l'UPM, parti hostile au Dr. Obote. Bakulu Mpagi reproche à la commission de ne pas avoir siégé depuis début octobre (les législatives étaient initialement prévues le 30 septembre). Ce même Mpagi s'étonne aussi du fait que P. Muwanga, président de la commission et membre de longue date de l'UPC d'Obote, a décidé seul du limogeage de S. Wanbuzi, président de la cour d'appel (sans compter les faveurs faites à l'UPC par la commission militaire) chargé de par la constitution de proclamer les résultats du vote et de dire sa conformité aux règles en vigueur. A quelques jours des votes, voyons les partis en présence : l'UPC du Dr Obote, le D.P. de Mayanga Nkangi (pour les nostalgiques du royaume du Buganda) ; malgré ce multipartisme de bon aloi, et la présence de 70 délégués dont neuf observateurs officiels du Commonwealth (Monde du 10 déc.) en fait une caution de légalité internationale, ce sont des élections truquées et fallacieuses qui se déroulent. Sur les cinq millions d'électeurs, peut-être la moitié seulement votera (comme en Côte d'Ivoire pour les législatives). Pour des présidentielles en Afrique, 100% des électeurs votent et élisent à 99,90% le seul candidat. Déjà ! Le scrutin du 10 décembre sera entaché de beaucoup d'irrégularités, et certainement même d'illégalités ; ce qui ne pourra que profiter au Dr Obote. Les assassinats politiques, arrestations, attaques, menaces, enlèvements, raids sont monnaies courantes. Mais encore ! Dans la province du Nil Occidental 15 candidats de l'UPC sont

éllectorales, de Kampala, au Karamoja, loin des batailles pour les élections législatives, la population continue à se battre contre la faim, contre la mort. Seules l'action et l'information faites par les organisations internationales et humanitaires MSF etc... sont là pour casser la glace du désespoir.

sûrs d'être élus avant les élections faute de rivaux. Et pour cause, depuis son retour au pays le 1er mai, M. Obote bénéficie non seulement du soutien de la Tanzanie, mais aussi des soutiens de Paulo Muwanga (pdt de la C.M. membre de l'UPC) des généraux Ojok et Okelo, hommes forts de la nouvelle armée ougandaise composée de 6000 hommes en majorité originaires du nord et d'officiers du même groupe ethnique que M. Obote : les *Acholi-Lango* armée qui au cours d'un affrontement contre 2000 ex-soldats d'Idi Amin s'en est donnée à des représailles bien tribales de la part des acholi-lango. D'où de la moitié de la population locale en fuite au Zaïre et au Soudan et la destruction d'Arua la capitale provinciale. Le truquage de ces élections législatives ne s'arrête pas à M. Obote qui mène rondement son affaire bien que personnellement il ne soit pas candidat. En plus de l'armée, il a les supports des médias, la radio et l'*Uganda Times*.

Si l'UPC obtient près de la moitié des sièges, Obote sera l'homme fort de l'Ouganda. Pendant qu'à Kampala la fièvre électorale poursuit sa montée, l'anarchie va de bon cours à l'intérieur. Les *RAIDERS* s'en donnent à cœur joie. Razias et pillages sont fréquents depuis que l'armée d'Idi Amin en déroute remonte vers le nord-est. En août 79, la caserne de Mooroto (au Karamoja) est attaquée par les *raiders* qui dérobent 12000 armes automatiques avec des munitions. Quand on pense au nombre de bandes qui sillonnent le Karamoja, attaquant même des convois de ravitaillements du HCR. Sans compter la sécheresse qui sévit depuis plus de deux ans là-bas. Les récoltes sèchent sur pied avant de mûrir, les stocks sont razzés par les pillards et les paysans mangent, par désespoir et à cause de la faim, les semences.

Les Karamojongs ont perdu près de 500 000 têtes de bétail. Depuis les bouleversantes images sur la famine au Karamoja en juin, l'aide internationale à l'Ouganda a été très importante. Récemment la banque mondiale a accordé huit millions de dollars au gouvernement pour renforcer les moyens techniques en vue de préparer les plans de réhabilitation et de développement,

sans compter le fonds d'urgence de la CEE, l'UNICEF, l'AICE, etc...

APPETIT POLITIQUE ET FAMINES

Au milieu de cet imbroglio politique, dans ce climat de terreur anarchique, MSF envoyait une équipe dirigée par le Dr Rony Brauman à Kotibo, au Karamoja, avec sept tonnes de vivres de l'ONHCR afin d'établir un plan d'action. Arrivée à la mission des pères de Vérones. Premières angoisses : des enfants-squelettes au visage de vieillard ramassant de la poudre de lait ou des grains de maïs tombés ; des femmes aux seins desséchés portant des bébés presque sans vie, sans chair. Le plan suivant est décidé : relancer les centres locaux en apportant du matériel et des médicaments, avec l'aide des Karamojongs ; établir des centres de nutrition thérapeutique pour les enfants les plus atteints ; organiser des consultations mobiles dans les villages, cela dans le but d'apporter une assistance matérielle et humaine (2 équipes de quatre personnes : un médecin et trois infirmières à Kotido et à Kaabong) tout en conservant les structures existantes et en impliquant les Karamojongs à cette entreprise. retour de l'équipe MSF à Kampala, coups de fil à Paris où une équipe est déjà prête à partir. Elle attendra cinq jours pour trouver des places sur les vols pour Nairobi la saison touristique battant à *tam tam plein*. De Nairobi MSF rejoint Kampala grâce à un avion de l'organisation humanitaire américaine « *Relief Transport Service* ».

Entre temps est arrivé à Kampala, un avion cargo chargé de

trente tonnes de vivres, de médicaments et de matériel médical. Retour sur Kotido et ouverture d'un centre de soins et de nutrition. A cette nouvelle des Karamojongs convergent vers les centres par milliers. L'atmosphère est oppressante. Les images de femmes dérobant les protéines de leur progéniture par fatalisme sont éprouvantes. A force de persévérance et de patience, en une semaine 1500 enfants sont suivis. Les consultations mobiles fonctionnent dans deux villages. L'espoir renaît, l'instinct de conservation réapparaît. Les femmes ont de nouveau des gestes de tendresse maternelle et aident à la réorganisation de la vie du centre, en apportant chaque jour du bois pour cuisiner, érigeant une palissade afin de faciliter la distribution des vivres. Mais les stocks fondent très vite, et les approvisionnements se raréfient du fait de l'état des pistes et des attaques des *raiders*. Déjà AICF et Asf mettent sur pied une assistance logistique à long terme par des convois de vivres et de médicaments. Pour éviter de créer une population d'assistés, les organisations présentes établissent des programmes d'échanges nutrition-travail. Mais au Karamoja, la sortie du tunnel de la faim et du désespoir est encore si loin.

APPETIT POLITIQUE ET FAMINES

Pendant qu'on remplira les urnes à Kampala et ailleurs (sauf à Arua qui a été rasé), à Kotido, Morito et Kaabong, on cherchera à réchauffer son ventre. Pendant la campagne électorale truquée qui bat son plein, au Karamoja, c'est la famine qui aussi bat son plein. Famine ou élections, quel est le bon choix ? Hélas les dés qui ont été jetés sont pipés...

H. D. KALA-LOBE

les risques du métier

La rencontre Madagascar-Zaïre, comptant pour les éliminatoires de la Coupe du Monde de football a été disputée le 16 novembre au stade Mahamashima, à Antananarivo. La rencontre s'est terminée par un score nul de 1 à 1.

Les trois arbitres mauriciens désignés par la FIFA ne sont pas prêts d'oublier ce match. Ont-ils refusé deux buts à la sélection malgache pour hors jeu ? Mal leur en coûte. Les 40000 personnes venues soutenir leurs couleurs nationales étaient bien décidées à laver dans le sang l'injustice et l'humiliation qu'on venait de leur imposer.

Loin de désavouer la colère du public, les responsables malgaches du ministère de la Jeunesse et des Sports ont séquestré dans leur hôtel les trois arbitres internationaux. Le lendemain la parution du quotidien Ma-

dagascar-Matin rendit le public malgache encore plus haineux et furieux. Ce journal accusait les arbitres de partialité afin de venger la sélection mauricienne battue par le onze malgache.

« Le pire fut, ont-ils écrit à la FIFA, le jour où on se rendit à l'aéroport de Tana pour le retour. Là, nous attendait avec ardeur une horde de fonctionnaires, policiers et douaniers, qui lâchement, en la présence de M. Rémy, du ministère de la Jeunesse et des Sports de Madagascar, usèrent de sévices contre nous : fouilles corporelles, indescriptibles, brutalités, remarques désobligeantes et offensantes pour l'Ile maurice, saisies de journaux malgaches du 17 au 18 novembre, vol de chaussures de football et de cigarettes. Bref, invités pour un but spécifique par les autorités malgaches, nous fûmes finalement traités comme des brigands de grand chemin ».

L'OUA et la guerre du Tchad

L'OUA continue à encourager les chances d'un accord de cessez-le-feu ; quatre conférences se sont déjà tenues au Nigeria avec le même objectif, réconcilier les parties en conflit et restaurer la paix dans un pays où la guerre commence à faire des victimes chez les voisins, notamment à Kousseiri au Cameroun. L'aide libyenne accordée aux forces militaires de Goukouni Weddeye a changé l'opinion de certains tchadiens, et même celle d'autres Africains selon M. Abbas Siddick. Membre du Gunt et ministre chargé de l'enseignement supérieur, il fut à l'origine de la création du *Fro-linat* dans le nord dont la scission en 76 donnait naissance aux deux tendances qui s'affrontent aujourd'hui. M. Abbas Siddick n'est donc pas n'importe qui, aussi ses déclarations du 3 décembre 1980 à l'AFP introduisent une fracture dans la perception des données.

LA PRESENCE LIBYENNE ET SES CONSEQUENCES POLITIQUES : LA REPONSE BENINOISE

Abbas Siddick rappelle que la Libye occupe toujours la fameuse Bande d'Aouzzou dans le Kanem, au nord ouest de la capitale. Elle est présente maintenant à Moussoro, Mao, Mongo, Massakory, à Douguia qui est devenue une base logistique tout près de Ndjamen. Comment ne pas comprendre la peur qui saisit un membre notoire du Gunt par la progression de la Libye dans son territoire ? Qu'advient-il après le conflit ? Ceux qui dénon-

cent à tour de bras le présence cubaine en Angola ou au Mozambique, ou l'intervention tanzanienne en Ouganda, agitent déjà la menace soviétique — par Allemands de l'Est interposés — en Afrique centrale. La déclaration officielle de l'état camerounais qui insiste sur la neutralité à observer dans cette affaire, ne déplaira pas au Niger, ou des manifestations ont eu lieu pour dénoncer le danger libyen. Entre temps on s'occupe de l'OUA de convaincre Hissène Habré de signer l'accord du cessez-le-feu de Lomé qui deviendrait effectif avant Noël, le 15 décembre 1980. Les chances réelles pour que le chef des FAN approuve ce texte sont difficiles à évaluer. Selon Abbas Siddick, ce serait là l'opportunité offerte à Habré de prouver, qu'il désire lui aussi s'associer au processus de paix. Sa méfiance vis à vis du pouvoir béninois qu'il juge prolibyen a motivé la réponse faite à l'ONU par le Bénin le 2 décembre 1980. L'attitude officielle du Bénin serait d'œuvrer au respect des accords de

Lagos (21 août 1979), et des résolutions du sommet de l'OUA à Freetown, seule base juridique des discussions. Cet accord [Lagos 1979] demeure à leurs yeux, « la base légitime de l'existence du GUNT et légalise l'envoi des troupes de la force neutre de l'OUA au maintien de la paix ». La Guinée (Sékou Touré), le Congo, et...le Bénin en font parti. Le Bénin développe une défense dont le contenu ignore complètement l'élément FAN.

C'est simple : « les travaux du comité ad hoc de l'OUA sur le Tchad, sont des négociations pour parvenir à un cessez-le-feu en vue de mettre en application l'accord de Lagos, et non pas une re-négociation de cet accord ». Position difficile à faire accepter à Hissène Habré puisqu'il est précisément celui qui a rompu cet accord. Mieux encore, le Bénin estime que tout soutien à Habré, toute contestation de l'autorité du GUNT serait une position en faveur de la rébellion, ce qu'aucun chef d'état africain ne saurait faire publiquement pour des raisons de politique intérieure ; le spectre de la « rébellion » n'a pas cessé de planer au Cameroun ou au Congo. Abbas Siddick pense que ces négociations auraient été plus faciles à mener lorsque la France était encore au Tchad même. Cela aiderait aujourd'hui, dit-il, les Etats africains à trouver une solution au drame tchadien.

SCENARIO POUR UN ARRANGEMENT

Là où monsieur Abbas Siddick plane c'est lorsqu'il propose tout simplement un gouvernement de technocrates, dans la phase transitoire qui précéderait une réconciliation pour l'instant hypothétique. Il paraît difficile d'imaginer qu'une des factions accepte de passer la main à des spécialistes pour gérer l'état, lorsqu'on sait que l'enjeu de la guerre s'est justement investi l'état et l'administrer en toute exclusive. Cette paren-

thèse durerait 18 mois, avant que des élections ne tranchent la question nationale. Ce scénario ne manque pas d'attrait, pour ceux qui, pressés d'en finir avec la boucherie héroïque accepteraient la mise sur pied d'une utopie capable d'épargner au pays des blessures fratricides. La semaine dernière un article du *Monde* quotidien décrivait une hypothèse différente selon laquelle un arrangement pourrait intervenir entre la France et la Libye. Cette hypothèse reposait sur une « nouvelle donnée » énergétique : l'éclatement de l'unité arabe autour du conflit Irak-Iran, l'hostilité entre la Jordanie et la Syrie, des sympathies manifestes ou latentes des émirats du Golfe envers l'Irak permettent d'imaginer un renchérissement du pétrole persique ou un tarissement déjà observé depuis que le détroit du Chatt-el-Arabe est devenu zone militaire. C'est qu'on a retenu des leçons de la guerre du Kippur et compris les effets pervers de querelles du Proche Orient sur les économies occidentales. En attendant l'indépendance énergétique (nucléaire, solaire, charbon, etc...) un rapprochement pourrait s'opérer sur des bases « réalistes » : vous faites ce que vous voulez au Tchad mais nous nous entendons pour que votre pétrole nous tire d'un pétrin prévisible. Ce scénario n'est pas une aberration,

Plusieurs données rendent une telle simulation impraticable ; non pas pour des raisons morales, assurément.

La débacle de Thieu au Vietnam, le « lachage » de Reza Palhavi ex-Chah d'Iran par l'administration américaine ont fait voir à leurs alliés arabes les possibilités infinies de la « souplesse » de Washington.

Il y a un pas facile à franchir pour ceux qui imaginent un arrangement Carter + Reagan et Brejnev sur l'Iran. Les chefs d'états africains s'en doutent. M. Houphouët Boigny et Senghor en ont parlé à propos de la présence soviétique cubaine en Afrique. Un

arrangement franco-libyen de ce style sonnerait le glas dans la confiance que mettent les gouvernements francophones d'Afrique dans les alliances qui les lient traditionnellement au quai d'Orsay ou à l'Elysée.

L'enjeu n'en vaut pas la peine. Par-delà la guerre du Tchad, la guerre du Sahara Occidental, et la guerre en Erythrée, l'unité de l'OUA est mise à rude épreuve. Il n'est pas

question d'encourager une rébellion dont l'effet boummerang ne manquerait pas en son temps de réapparaître chez chacun de ces états dont la légitimité politique n'est pas toujours assurée. Il n'est pas ques-

tion de prendre fait et cause pour un gouvernement considéré par certains comme la proie Kadhafi la suite des événements créera un antécédent dans les diplomatie africaines contemporaines.

Leuk Le lievre

Au pays du Bouddha Cingalais contre Tamouls

Sri-Lanka, c'est le nom de l'île de Ceylan depuis son accès à l'indépendance, en 1948. C'est le dernier né des produits touristiques promus par les agences de voyage dans l'Océan Indien. Dépliants et magazines offrent de cette contrée grande comme l'Irlande, de séduisantes photographies de silhouettes féminine bien moulées dans leurs saris. Leurs couleurs vives, pleines de désirs de pierres précieuses et de bijoux, provoquent rêves et fantasmes. Pour peu que l'on vous offre une tasse de thé de paradis !

KRISNA A L'ONU

M. Krisna Vaikunthasavan parcourt le monde depuis des mois pour contester l'image radieuse du marketing touristique. L'an passé, il a réussi à prendre la parole à l'Assemblée générale des Nations Unies. Une petite minute. A peine plus. Peu de délégués présents ont entendu ce qu'il a dit. Qu'importe : il avait créé un événement que les télévisions diffusaient immédiatement. Ce succès l'a encouragé à venir en France pour s'exprimer à Strasbourg de-

vant les parlementaires européens. En vain. Nul ne le reçut, trop peu le rencontrèrent. Une brève, dans *Le Monde*.

M. Krisna Vaikunthasavan lutte pour la reconnaissance des droits de la communauté tamoule au Sri-Lanka, et la création de *L'Ealam*, un état tamoule. Cette communauté de trois millions d'âmes est, depuis trois ans (c'est à dire depuis la chute du gouvernement progressiste de Mme Bandaranaike) persécutée par la majorité cingalaïse (9 millions) qui a porté au pouvoir le Parti Nationaliste unifié de M. Richard Jayewardene, en juillet 1977.

LA TERREUR RACIALE

L'été 77, au Sri-Lanka, a vu la haine raciale se déchaîner contre la minorité tamoule, le plus souvent attisée par les nouvelles autorités. Des milliers de maisons sont dévastées par des Cingalais et des membres de la police ou de l'armée, principalement dans le sud du pays. A la fin de l'été, des milliers de Tamouls s'étaient réfugiés dans des camps à Colombo, Kandy, Matale, et Anudhapura. Les auto-

rités essayaient alors de les transporter, par trains ou par bateaux dans le nord de l'île. Des dizaines de milliers ont été de la sorte déportés au nord.

La haine a atteint son paroxysme, cette année-là. Mais depuis les persécutions, les meurtres, les arrestations arbitraires suivies de tortures des jeunes Tamoul n'ont pas connu de trêve. En 1979, le gouvernement de Jayewardene a proclamé l'état d'urgence pour lutter contre « le terrorisme tamoul ». En fait, pour permettre à la police et à l'armée de perpétuer un climat de terreur sur la population tamoul. Quelques jours après la proclamation de l'état d'urgence, deux jeunes gens sont morts. Ils avaient été torturés par la police et jetés en pleine rue. 147 ont été emprisonnés et un très grand nombre a disparu. Comment expliquer ces passions raciales ?

LES SANS-STATUTS DE KANDY

Quand les Portugais ont colonisé l'île de Ceylan, il y avait deux royaumes : le royaume tamoul au nord et à l'est

le royaume cingalais à l'ouest et au sud.

En 1949, les Britanniques quittent une île que leur administration coloniale a unifiée. Tamouls et Cingalais occupaient sensiblement les limites des anciens royaumes. Sauf sur les plantations de thé, où de récents immigrants Tamouls venus du sud de l'Inde s'étaient installés.

Leurs descendants sont aujourd'hui 500000. Ils sont les principales victimes des récentes vagues de persécutions. Me Rostoker, observateur de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, a déclaré qu'ils vivaient avec leurs familles dans cette région qu'on appelait le « Lipton tea Garden ». Là, ils n'ont aucune citoyenneté, aucun droit et sont payés à la tâche. Deux à trois cent mille enfants travaillent ? réduits à l'esclavage.

Les autorités ceylandaises prétendent qu'ils doivent retourner en Inde. Les autorités indiennes ne les reconnaissent pas parce qu'ils sont nés à Ceylan. Seraient-ils britanniques ? Du tout. Le gouvernement de Sa Majesté soutient qu'il n'a plus rien à voir avec les colonies. Donc, ni ceyla-

nais, ni indiens, ni britanniques. Rien, des sans statut. « Pire que l'apartheid »

LA COORDINATION EN EXIL

La liste des discriminations qui s'étendent à l'ensemble des Tamouls est longue. Langue interdite dans les administrations, accès limité à l'université, expropriation des terres, professions interdites, censure, limitation de la citoyenneté, persécutions religieuses. La classe dirigeante cingalaïse pratique un « véritable génocide culturel »

Sous-représentée au Parlement (17 sièges sur 168) l'opposition tamoule réclame depuis 1971 un état indépendant, *Ealam*. La répression qui a suivi les manifestations de TULF, front de libération tamoul, et les persécutions de ces dernières années, ont provoqué l'exil d'un grand nombre de jeunes gens. Ils attendent dans plusieurs pays qu'on leur accorde le statut de réfugiés politiques. Une Coordination Tamoul s'est installée à Londres. Elle a élu un président : M. Krisna Vaikunthasavan.

Bernard LEHEMBRE

Bassam Chakaa maire de Naplouse

« Nous sommes sûrs de la victoire ! »

Appuyé sur une canne, le maire de Naplouse fit son apparition dans une salle de la Mutualité galvanisée? où une foule debout lui rendit un vibrant hommage aux cris de « Palestine vaincra ». Comment rester insensible au courage de cet homme, tour à

tour expulsé pour ses prises de position favorables à l'OLP, puis victime d'un attentat sioniste en juin dernier qui le laissa amputé des deux jambes. Marchant grâce à des jambes artificielles, Bassam Chakaa poursuit la lutte en sillonnant l'Europe où il dé-

nonce, comme au cours du meeting du 4 décembre, les crimes commis par ceux qui occupent sa terre. Il fut également l'invité la semaine dernière du séminaire international sur El-Qods (Jérusalem) organisé à l'UNESCO par l'Organisation de la Conférence Islamique.



Chakaa et Ibrahim Souss à la Mutualité

Ignorée par la plupart des médias français qui préfèrent consacrer leurs colonnes à telle ou telle déclaration de Sadate ou de Begin sur la paix séparée, la situation dans les territoires occupés et plus particulièrement en Cisjordanie demeure préoccupante. En effet, on y assiste à une escalade de la répression tout azimut qui se traduit notamment, par des expulsions, dont les plus récentes viennent d'être infligées à l'encontre des maires d'Hébron et de Khalkhoul. Malgré le désaccord d'un juge israélien, estimant cette décision contraire à l'article 49 de la 4ème convention de Genève, Kawasmeh et Milhem qui en sont à leur 2ème expulsion en huit mois ont dû quitter leur pays pour le Liban.

Au total, devait rappeler Bassam Chakaa, ce sont plus de 1500 habitants qui ont été expulsés de Cisjordanie depuis 67. Un plan israélien prévoit — en cas de nouveau conflit avec un pays arabe — l'expulsion de 700 à 800 000 Palestiniens des territoires occupés. La répression est multiforme et ne s'arrête pas aux personnalités, quotidienne ment l'armée harcèle la population, n'hésitant pas parfois à tirer sur des jeunes manifestants désarmés. Cette situation s'est produite encore récemment à Bir-Zeit dont l'université est constamment fermée sur décision du gouvernement militaire. Cet été, deux prisonniers politiques palestiniens sont morts dans la prison de Jaffa. Le 6 novembre, un enfant de 15 ans a été touché par une rafale tirée par une patrouille de l'armée israélienne, en plein centre de Ramallah. Tous les jours, des maisons sont détruites, des terres saisies pour en faire des colonies de peuplement « généreusement » attribuées aux membres du Goush Emounin »

(Bloc de la foi) organisation extrémiste religieuse israélienne, fer de lance armé de la politique d'annexion d'Israël dans les territoires occupés. Selon des informations rapportées par le journaliste israélien anti-sioniste Ilan Halevi, cette dernière organisation est impliquée dans l'attentat dont a été victime le maire de Naplouse, le 2 juin dernier, elle a pu bénéficier des plus hautes complicités au sein de l'armée et du gouvernement dans l'entourage immédiat de Begin. Le climat quotidien de cette occupation est décrit ainsi par la déléguée du Palestinien Comity for Human Rights. « Déperissement économique, asphyxie culturelle, destruction de la personnalité palestinienne, insultes, racismes ».

Replaçant le problème dans son contexte international, Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris devait se montrer préoccupé par l'escalade militaire israélienne au sud Liban qui s'accompagne d'une exploitation par Israël des conflits internes à ce pays. Face au « complot » qui se tramait au Liban, le responsable de l'OLP à Paris, manifeste son inquiétude de voir le monde arabe divisé. Le conflit qui oppose la

Syrie à la Jordanie et la guerre qui s'installe entre l'Irak et l'Irak ne manquent pas en effet d'être mis à profit par Israël pour poursuivre en toute quiétude sa politique expansionniste dans la région. Seule note optimiste relevée par Ibrahim Souss : les résolutions adoptées par le récent sommet européen qui sans marquer de progrès sensibles dans la reconnaissance de l'OLP confirment néanmoins les positions prises auparavant, à savoir : la reconnaissance de l'existence des Palestiniens en tant que « peuple » ainsi que son droit à l'autodétermination. Reste à faire admettre à l'Europe, souligne le dirigeant palestinien, la reconnaissance de l'OLP en tant que seul représentant du peuple palestinien et sa conséquence, la création d'un Etat Palestinien.

Bassam Chakaa, maire de Naplouse aura le mot de la fin lorsqu'il proclamera avec conviction sa confiance totale dans la victoire : « malgré tous les défis, toutes les bombes, tous les phantoms, tous les complots, tous les Sadates »

Frank ROUSSEL

1) Jeux de mot en arabe. Sadate signifiant aussi les maîtres.

Le tribunal Russel et les Indiens d'Amérique

« Nous sommes Incas, un cas pathologique » fredonnait François Béranger, c'était bien l'avis du « quatrième Russel » qui après une semaine de témoignages et les dépositions d'une centaine de représentants du groupe indien a dénoncé à Rotterdam (Pays Bas) : « Les persécutions extrêmes dont les Indiens sont victimes ». Ce tribunal de l'histoire en est à sa quatrième session, depuis qu'en 1967 le philosophe Bertrand Russel a décidé de faire respecter les droits de l'homme dans le monde.

Après le Viet-Nam, l'Amérique Latine, l'Allemagne de l'Ouest, le tribunal alerte l'opinion publique mondiale et leur renvoie l'image d'un ethnocide culturel dont les Indiens des trois Amériques sont les victimes. Ils étaient venus de partout : du Canada, des Etats-Unis, de Colombie, du Pérou, du Brésil, de la Bolivie. Ils étaient là dignes, et racontaient cinq siècles d'oppression et de souffrance. Ils témoignaient aussi pour cinq millions d'Indiens d'Alaska à la terre de Feu, qui traqués, oubliés,

n'avaient pu aller au rendez-vous de l'histoire.

Sioux des Etats-Unis, Campas du Pérou, Yanonali, Nambiquara du Brésil, avec éloquence et sobriété ils racontèrent la spoliation de leurs terres, les déplacements coercitifs, l'évangélisation forcée, le non respect des traités passés avec leurs ancêtres, la surexploitation de la main d'œuvre indienne et surtout leur castration culturelle. Un réquisitoire net, trop net à force de souffrance et de mutilation continuées. Le jury de Rotterdam

PORTUGAL

Les élections vécues de l'extérieur

La constitution de la République Portugaise, une des plus à gauche d'Europe, qui prévoit au sein du gouvernement un conseil de la révolution garant de la fidélité du gouvernement à l'esprit de la Révolution portugaise du 25 avril 1974, précise que des élections présidentielles auront lieu tous les cinq ans.

Les socialistes ont largement remporté les premières élections législatives mais leur politique s'est détériorée, on a alors accusé un retour à droite du fait surtout à l'inflation, le niveau de vie des Portugais est stationnaire, le salaire minimum d'environ 800F tandis que la vie est presque aussi chère qu'en France. La viande a le même prix qu'en France, le loyer d'un deux pièces à Lisbonne est de 1000F.

Les hommes d'Etat n'ont pas été à la hauteur des aspirations populaires après le 25 avril, ils n'ont pas pris des mesures assez rapidement et les capitaux sont sortis du pays, les nationalisations ont été faites trop tard, la réforme agraire n'a pas été menée jusqu'au bout et puisque la vie des Portugais est même devenue plus difficile depuis le 25 avril, la population semble avoir fini de croire à la gauche au Portugal, et on s'accorde à dire que les Portugais sont las de la politique.

Les immigrés portugais en France, qui se rencontrent dans les nombreuses associations qu'ils ont créées depuis 1974, sont souvent peu politisés, ils vont à l'association pour retrouver leur culture mais ils ne lisent pas les journaux portugais, et le seul contact qu'ils gardent avec leur pays d'origine sont les lettres, nombreuses qu'ils échangent avec leur famille, ces lettres contiennent rarement des informations politiques.

La télévision et les journaux français ne tiennent pas compte du nombre de Portugais résidant en France (près du million, rappelons-le) et les informations qui concernent le Portugal sont rares, brèves et jamais suivies d'une analyse. Peu politisés, sous-informés,

les immigrés portugais ne semblent pas vraiment intéressés par ces élections présidentielles qui se sont déroulées dimanche au Portugal, d'autant plus qu'ils n'avaient pas le droit de voter, en effet l'article 124 de la Constitution précise : « Le Président de la République est élu au suffrage universel direct et secret des citoyens portugais électeurs recensés sur le territoire national. Le droit de vote est exercé personnellement sur le territoire national ».

Les Portugais qui vivent et travaillent à l'étranger ne peuvent voter que lors des élections législatives, ils ont alors le droit d'élire un député qui les représentera au sein de l'Assemblée de la République, un seul député donc, pour presque un tiers de la population portugaise. Les immigrés ne jouissent en fait d'aucun droit politique, ils sont écartés des élections présidentielles, intentionnellement, prétendent certains, le Consulat est accusé par les Portugais d'être en partie responsable de la sous-information et du désintérêt des Portugais pour les élections car si les immigrés votaient massivement, les résultats seraient peut-être plus à gauche.

Les Portugais en France sont marginalisés par rapport à la vie politique : n'ayant pas le droit de voter au Portugal, ils ne peuvent pas non plus participer à la vie politique française, c'est clandestinement qu'ils participent aux manifestations; quant aux partis portugais, ils ont du mal à s'installer en France, car leurs homologues français supportent mal cela.

Eanes vient d'être réélu avec une avance assez confortable sur Soares Carneiro, le candidat de droite, le peuple a voté contre la droite et pour le respect des acquisitions de la Révolution et le maintien de la Constitution, dont l'article 14 porte sur les émigrés : « Les citoyens portugais séjournant ou résidant à l'étranger jouissent de la protection de l'Etat pour l'exercice de leurs droits... » Espérons que d'ici cinq ans, l'Etat nous assurera celui, fondamental, de pouvoir voter.

J. FERRERA

qui avait à statuer sur douze cas, formé de hautes personnalités et présidé par le chef de la tribu Xavante du Brésil, M. Mario Juruna, n'a pu qu'enregistrer et servir de « caisse de résonance ». Dans sa résolution finale, il dénonce par exemple les conséquences désastreuses pour l'équilibre écologique de certaines activités minière et industrielles d'entreprises multinationales (Uranium, pétrole) particulièrement aux Etats-Unis. On rapporte d'ailleurs la situation préoccupante dans les Black Hills au Dakota du Sud, où le taux de cancer de la population, fortement sioux est le double de celui des autres régions de l'Etat.

Tragédie de l'histoire, le public venu nombreux, composé

essentiellement d'étudiants se pressait et découvrait un peu étonné une revendication inédite, qui n'était ni de droite, ni de gauche, irrécupérable et qui parlait de dignité, de terre et de vent, de rites et de cérémonies d'une relation presque cosmique entre la nature et la culture, ce « tout » qui n'était autre qu'être Indien, blessé mais debout.

On peut regretter que les pays mis en accusation (Etats-Unis, Brésil) n'aient pas jugé opportun de déléguer un représentant à Rotterdam, on peut regretter que le tribunal Russel n'ait que son aura morale pour toute arme; mais on ne peut que se féliciter d'entendre ses voix enfouies exiger que soit « respecté le droit à la singularité ».

Fadela EHAYEB

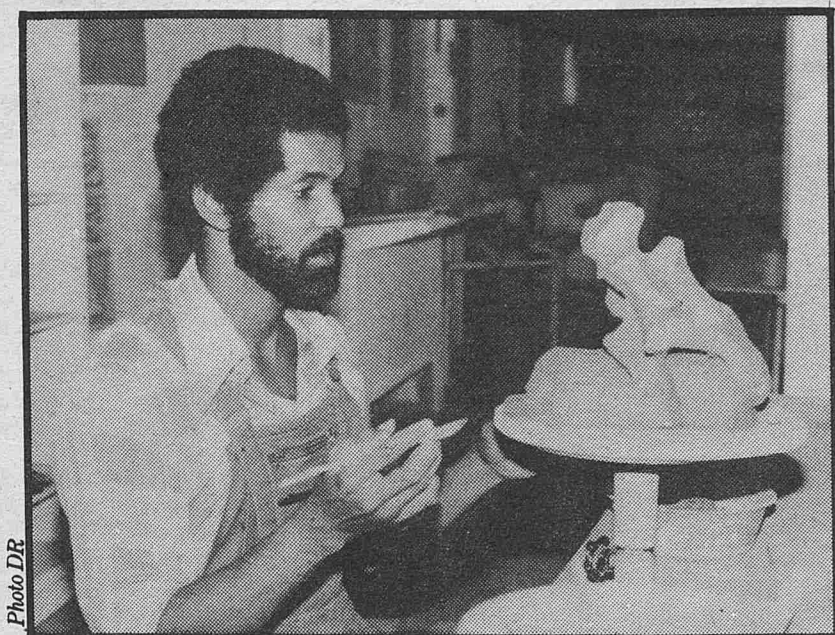


Photo DR

MARTINIQUE

Culture et Municipales : faillie ou espoir dans le système colonialiste ?

Le désespoir est muet. Comment briser les oppressions superposées, simultanées de l'homme martiniquais. Dans le contexte qui est celui de la Martinique aujourd'hui, comment désaliéner le peuple ? C'est peut-être de cette idée généreuse qu'est né le « Service Municipal d'Action Culturelle » (SERMAC) de la ville de Fort-de-France.

Briser le désespoir ou retrouver sa culture.

Le siège du SERMAC est le magnifique parc floral de la ville racheté pour 800 millions de francs à l'armée française par la mairie. Dans ce lieu qui fut jadis un hôpital et une caserne militaire, la mairie de Fort-de-France qui consacre un centième de son budget à la culture offre gracieusement aux 110.000 âmes de cette ville la possibilité, en 17 ateliers, d'apprendre, de s'initier aux éléments importants de la culture martiniquaise. Reflet microscopique de la société martiniquaise, au parc floral tout un chacun peut apprendre qui la danse traditionnelle (laghia, bel-air, danses africaines) ou la danse contemporaine, qui le steel-band, qui la vannerie, la céramique, le théâtre, la sérigraphie, le maniement d'une caméra Super 8 ou 16mm, ou la photographie d'art. Mais très curieusement, la petite Martiniquaise qui ne connaît pas le créole ne pourra pas être accueillie dans un atelier qui lui apprendrait ou réapprendrait sa langue. On pourra rétorquer que tout le monde parle créole, mais quand on entend cette tâche ambitieuse de « désaliéner son peuple », maîtriser parfaitement sa langue ne peut faire aucun mal. Comme les 110.000 âmes ne s'entassent pas au cœur de la ville, la mai-

rie a essaimé dans les banlieues dix centres culturels dont les noms évoquent soit les victimes du colonialisme français (Gérard Nouvet, Christian Marajo) soit des héros assassinés pour leur engagement (Delgrès, Aliker), soit des hommes de théâtre (Jean-Marie Serreau). A la veille du 9ème festival, dédié aux peuples noirs d'Amérique Latine (Brésil), chaque atelier mettait la dernière touche à son spectacle ou à son exposition. Les stagiaires du SERMAC concrétisent leur apprentissage par une représentation pendant le festival de Fort-de-France qui se déroule depuis huit ans à la Martinique. Bien que postérieur au festival, les spectacles des ateliers du SERMAC constituent avec les prestations des artistes invités, étrangers ou martiniquais, « le festival ».

Avec ses 51 employés, ses treize lieux de représentation (chapiteau 1500 places, théâtre municipal 500 places, théâtre de verdure 1000 places, et 1000 places dans les différents centres périphériques), le SERMAC qui se dit un service municipal comme le seraient d'anciens francs pour mettre la culture au service du peuple, même si ce peuple se limite au tiers de la population de l'île.]

vice de l'Etat civil, est une formidable « machine à culture ». A la tête de ce service prône Jean-Paul Césaire, fils d'Aimé Césaire, député-maire de la ville et leader du Parti Progressiste Martiniquais (P.P.M.). Jean-Paul avoue avoir accepté cette direction sous la pression de certains membres de la Commission Culturelle de la municipalité. Les mauvaises langues pourraient se demander pourquoi lui et pas un autre, d'autant qu'il se définit plus comme un technicien que comme un théoricien de la culture. Fort-de-France, mairie autonomiste est probablement la seule mairie au monde à consacrer proportionnellement à sa population autant d'argent (500 mil-

Une machine à produire de la culture ?

Qui au juste fréquente les ateliers du SERMAC ? Jean-Paul Césaire, le directeur, dit avec précision : « 80% des stagiaires inscrits sont d'origine modeste, 20% sont d'un milieu aisé ». Mais bien sûr les statistiques mentent toujours un peu ; il faut les prendre pour ce qu'elles sont. Le problème ici c'est que les gens méprisent ce qui est gratuit. La réalité une fois qu'on a fait le tour des ateliers est beaucoup plus complexe. On s'aperçoit qu'il y a une sorte de sélection naturelle, de hiérarchisation dans la tête des gens entre ateliers nobles (danse, musique, théâtre) ateliers moins nobles (vannerie, céramique, sérigraphie). Les ateliers hautement technicisés (vidéo, super 8, 16mm, photo d'art), posent un autre type de problème : l'apprentissage est plus long et les résultats pas toujours appréciés à leur juste valeur. Cet atelier, qui est le cheval de bataille de Jean-Paul Césaire, constitue pourtant un embryon d'archives visuelles et sonores sur la réalité martiniquaise ou plus largement caribéenne ou africaine de ces cinq dernières années : une cinquantaine de longs, moyens, courts métrages sur les sujets les plus divers. Ils tournent et produisent le premier long métrage martiniquais « Dérives » en 1977. Jean-Paul Césaire est souvent l'auteur ou l'instigateur d'un certain nombre de fictions, reportages ou documents produits par cet atelier que dirige actuellement Max Salvon, Marie-Claire Dolbé et Coudin. Cet atelier a également aidé à la production ou à la réalisation d'autres films étrangers au SERMAC (« Au bout du petit matin » de Sarah Maldoror, « Toutes les Joséphine ne sont pas impératrices » de Jérôme Kanapa) et de diaporamas ou reportages sur la Caribbe ou l'Afrique.

Un atelier révélateur

A l'atelier théâtre viennent plus facilement des personnes qu'on peut identifier comme faisant partie de la petite bourgeoisie fonctionnarisée ou du moins à emploi stable à la mairie de Fort-de-France. Leurs motivations sont différentes. Une jeune femme secrétaire à la mairie, stagiaire de cet atelier explique ainsi ses motivations : « Le SERMAC a joué un rôle important pour moi, dans la mesure où il m'a permis de tester. Je pense qu'une des particularités de notre problème c'est qu'il est beaucoup plus psychologique. On ne peut pas s'exprimer réellement, on est bloqué sur des choses qui ne devraient pas exister. Dans cette situation, on est dans une situation de malades. Le théâtre est une thérapie ». Cette jeune femme, Monique Barnay-Pogon, joue et travaille avec cet atelier depuis trois ans. Cette année elle a joué dans deux pièces, l'une « Chien Fé », qui remettait à l'honneur la tradi-

tion du conte martiniquais. Le « Chien Fé » (chien fer) est une espèce rare de chien sans poil, de couleur gris-fer, qu'on trouve uniquement en Martinique. C'est un animal détesté de tous, des hommes comme des chiens. L'autre pièce s'appelle « Les prunes de Cythère »

de Jeanne Evrard et mettait sur scène une femme soliloquant sur elle-même entre les cris et l'amour. Les pièces « Chien Fé » et « Les prunes de Cythère » représentent deux tendances du théâtre de la Martinique en ce moment tant au Sermac qu'ailleurs. « Chien Fé », c'est le retour à ce qui est propre à la culture martiniquaise, le conte dont les personnages sont spécifiques à l'imaginaire antillais (le chien fé ou le Manicou) mais qui dans la forme rappelle l'apport africain ; ce théâtre est volontairement joué en créole, les thèmes sont toujours spécifiquement martiniquais (événement passé ou présent de la situation, de l'histoire du pays, auteurs connus et anonymes du pays) bref un théâtre qui se réfère à son propre patrimoine. Ce théâtre est beaucoup plus collectif plus ouvert plus tourné vers le public moins nominaliste. « Les prunes de Cythère », c'est le choix d'un certain théâtre joué le plus souvent en français il fait appel parfois à des auteurs martiniquais mais surtout étrangers (Emma Santos, Bertold Brecht etc.) c'est plus une performance de comédiens ou de metteurs en scène, on va voir le jeu D-X ou la mise en scène d'Y. Cette forme traduit peut-être à un certain niveau le besoin de l'individu martiniquais de prouver qu'il existe de par lui-même. Pour les comédiennes on pourrait parler d'un syndrome du « One Woman Show ». Ces deux tendances à un degré moindre se retrouvent dans la danse : la division entre la danse traditionnelle et la danse moderne contemporaine est à repenser car les jeunes danseuses et danseurs des ballets dit « traditionnels » (Soleil noir retrouvailles, Kumba) ne reproduisent pas d'une manière stéréotypée les pas et les gestes de leurs arrière-arrières grands parents. Ils auraient d'ailleurs beaucoup de mal ; ils trouveraient difficilement des documents qui leur montreraient quel était il y a cent ans le pas précis du « bel air » pour ne prendre que cet exemple là... A moins que tradition ne veuille dire résistance à une agression culturelle étrangère mais aussi ce qui implique un développement autonome de cette culture ainsi agressive.

Ce débat traditionnel/moderne / français en recouvre un autre, quelles racines privilégier ? Comment mélanger les racines ? Les solutions ne sont étrangères ni à l'histoire familiale de chaque individu ni à la couleur.

Toute une série de problèmes

Si le Sermac n'existait pas, il faudrait l'inventer. Car, il est le lieu où se pose toute

une série de problèmes : celui du statut de l'artiste, celui de la culture municipalisée, celui des bureaucrates de la culture, celui de la gratuité même, celui du « RETOUR AUX SOURCES ». La culture pour tous, qu'est-ce que cela peut signifier dans un contexte colonial ?

La culture municipalisée. au Sernac, les animateurs sont payés (4000F par mois) ce qui est très inférieur au salaire d'un maître auxiliaire moyen. Cela prend de l'importance, lorsque l'on sait que la plupart des animateurs pourraient gagner au moins le double en travaillant dans leur branche respective : art, enseignement, boutique, salon, etc...). C'est donc un choix qui n'est pas toujours facile à assumer, car ils sont perçus comme des fonctionnaires de la culture, soumis à une commission culturelle. La commission culturelle, structure administrative, est-elle déjà l'embryon d'un pouvoir des notables sur la culture ? Tout n'est pas clair, car ces notables martiniquais non affiliés à une maison mère française, il s'agit du PPM (Parti Progressiste Martiniquais). Et avant tout dans cette commission, il y a la personnalité d'Aimé Césaire. Le SERMAC est-il la mise en application d'une section culturelle pensée par un seul maître, Aimé Césaire, ou l'élaboration collective pour la libération du peuple martiniquais ?

Les stagiaires par contre ne sont pas payés, ceux qui jouent, dansent ou exposent sont donc des artistes, non reconnus comme tels par les dits professionnels, mais qui, de fait font un travail identique tout en étant salariés, chômeurs, étudiants, élèves. Mais leur particularité est d'avoir reçu une formation gratuite par la municipalité, donc d'être tenus en retour, de jouer gratuitement pour la municipalité tout en poursuivant leurs activités professionnelles.

Quant au principe de la gratuité il pose problème. La porte ouverte à tous,

riches ou pauvres, français ou martiniquais. Dans les ateliers vus comme moins nobles parce que moins spectaculaires pour le public, viennent deux types de stagiaires. C'est la cas de l'atelier de sérigraphie qui compose et élabore la quasi totalité des affiches pour le festival, qui ne l'oublions pas est aussi un des buts du Sermac. Car chaque atelier est pratiquement et annuellement soumis, sous peine de changement d'animateurs à une production (spectacle, expo...) pour le festival. Luc Marlin, l'animateur de l'atelier sérigraphie conçoit son action comme un engagement et comme une contribution à la lutte anticolonialiste. Il parle avec beaucoup d'amour et de conviction du rôle de l'affiche. Il se définit comme Martiniquais tout en ne niant pas le rôle de l'esclavage et de la départementalisation dans l'écrasement de l'individu, donc conscient de tout le chemin qu'il reste à faire.

Maria KALALOBÉ

L'Amérique désenchantée

Pendant deux ans, un cinéaste travaille la semaine et avec l'argent gagné, tourne une scène de son film. Le résultat « *The Killer of Sheep* », « *Le tueur de mouton* » est un regard lucide, froid et vrai, sur la vie dans le ghetto noir. Un cinéaste qui n'oublie pas ses racines, et qui continue à nenser à ce qui pourrait améliorer la condition de ses frères. Son nom : Charles Burnett.

« Nous n'aurons pas tué... »

Sans Frontière : Les enfants sont très importants, dans ton film, comme dans le futur d'un pays, est-ce que tu pourrais nous dire ce qu'ils représentent, pour toi ?

Charles Burnett : Aux Etats-Unis, les enfants sont de plus en plus désenchantés. Cela s'exprime par un nouveau type de violence qui va avec une volonté effrayante d'auto-destruction, tournée vers soi comme vers l'extérieur. Les enfants portent des révolvers, à neuf ans, et ils commettent de véritables crimes, c'est atroce. Il faudrait chercher les causes de ces problèmes, mais on se contente de les punir comme s'ils étaient des adultes. Et les choses ne font qu'empirer. Quand je regarde mon passé, les gosses n'étaient pas si terribles. Nous étions habitués à des actes de violence, mais à la base de nos actes, il y avait toujours un certain contrôle. Nous n'aurions pas été si loin. Nous n'aurions pas tué quelqu'un !

S.F. : Dans ton film « *Le tueur de moutons* », on a une juste idée du monde de ces enfants qui ne cessent dans leurs pseudo-jeux de décharger leur agressivité.

C.B. : L'émulation vient des parents qui vivent dans les frustrations. Les enfants s'identifient à eux.

Leur perception de la réalité est complètement déformée. Pour la plupart des gosses hors de leur « territoire », il n'y a rien. Le monde s'arrête là. Pour un tas d'entre eux, venir à Paris est plus difficile à imaginer que d'aller dans la lune ! C'est un tout autre monde. Avoir vécu dans un tel contexte de limitations change bien des choses. Les valeurs s'en trouvent bien modifiées. L'essentiel, c'est de survivre !

Survivre

S.F. : Tous les cinéastes noirs présents dans ce « festival » ont dans leur vocabulaire un mot qui revient très souvent, c'est celui de « survie » et de « survivant ». Qu'est-ce que tu en dis ?

C.B. : Dans mon dernier film je montre comment, dès le début, ces gamins reçoivent un certain type de moralité, basée sur la survie, ça donne une certaine façon d'envisager les choses ! Dans ce contexte, la seule

chose en laquelle tu puisses avoir confiance, c'est ta famille. A l'extérieur de ça, il n'y a que méfiance et haine. Au commencement du film, un gosse reçoit cet avertissement de son père : — « Si tu laisses ton frère être battu par qui que ce soit et que tu restes planté là à regarder, c'est moi qui te battrais à mort ».

Ce qu'il veut dire par là, c'est que son frère peut avoir raison ou tort, dans ce cas, il doit prendre un bâton ou une brique. Il est d'abord son frère, il doit le défendre. Il lui dit que si lui ou sa mère meurt, il n'aura plus personne d'autre au monde sur qui compter, son frère, c'est une assurance sur la vie. Quand on grandit dans cet état d'esprit, ça veut dire que tout est relatif à ta survie. Peu importe le bien et le mal, ce qu'il faut, c'est survivre.

S.F. : Ton film montre une famille de quatre personnes, deux jeunes enfants et un couple assez jeune. Tu peux nous parler du couple ?

C.B. : En Amérique, l'image du couple, surtout en ce qui concerne les noirs et en particulier les pauvres, c'est une femme seule dans un foyer que l'homme a déserté. Ici, ce n'est pas la cas. Le père et la mère vivent ensemble et en fait, ce dont ils discutent sans cesse, c'est de la substance de la vie. Leur problème, c'est de payer ceci ou cela. L'éternel problème, c'est de ne pas avoir assez d'argent pour faire telle ou telle chose. Dans ce film, l'homme rate tout ce qu'il entreprend. Il essaie désespérément de gar-

Préserver sa famille

der toute sa famille réunie. Et la femme essaie désespérément de comprendre son mari. Il souffre de son travail de tueur dans un abattoir de moutons.

C'est ce qui le trouble et qui l'amène à négliger sa femme. Elle aussi souffre, mais elle essaie désespérément de garder le contact avec lui. Ils essaient surtout de préserver leur relation, et ça reste une famille. Ce que je veux montrer par là, c'est que tout va mal, c'est toute la société qui est malade.

S.F. : Pour toi, ces enfants ne peuvent donner que des adultes encore plus violents ?

C.B. : Dans mon film, j'ai essayé de montrer comment ces enfants ne pourraient que devenir des adultes insensibles. Ils ne pourront qu'ignorer les autres gens et s'attendre à ce qu'ils ne se comportent pas avec humanité, eux non plus.



Photo Cathy Chamorey

Ça ne peut pas fonctionner autrement. Tout ça est un conditionnement. Si tu traites les gens avec douceur, tu as de la douceur en retour, si tu les prends par la violence, tu obtiens des réactions de violence.

S.F. : Les enfants qui jouent dans ton film vont-ils à l'école ?

C.B. : Oui, ils y vont, mais rappelle-toi l'enfant du court-métrage « *Le Cheval* », il a été déjà en prison plusieurs fois, depuis que le film a été tourné.

Il était ce qu'un homme doit être

S.F. : Mais quel âge a-t-il ?

C.B. : Treize ans maintenant ! Avec son frère, il a été impliqué dans une histoire de meurtre. Ils ont battu à mort un vieil homme. Il a été envoyé dans un centre de jeunes pour six mois. Quand il en est sorti, il s'est remis dans d'autres affaires. Il y a quelques temps, il a été impliqué dans le meurtre d'une femme. J'étais

en train d'écouter la radio et j'ai entendu parler de cet horrible crime. C'était assez loin de chez nous. Personne ne pouvait arriver à comprendre le pourquoi de cet acte. C'était très étrange pour moi de connaître personnellement celui qui avait fait ça. Je connaissais sa vie.

Je savais qu'il aurait pu devenir quelqu'un d'autre. Pour moi, il était ce qu'un homme doit être. Je le savais équilibré, un garçon intéressant. Quand j'ai appris qu'il avait fait ça, j'ai ressenti un choc qui ne peut pas s'exprimer avec des mots. Je savais que ce garçon était, et est, fondamentalement bon.

Qu'en même temps, il puisse être capable d'une chose comme ça, c'est une contradiction de la nature humaine qui est compréhensible.

S.F. : Tu veux faire des films pour changer la société, ça revient à quoi, concrètement ?

C.B. : D'abord, je suis très désillusionné car les travailleurs veulent des films pour se distraire. Si on fait un film qui traite, d'une façon réaliste et sans compromis, de problèmes sociaux, ça les emmerde ! Même ceux qui hautement concer-

S.F. : Est-ce que ceux qui financent tes films sont sensibles à tes projets sociaux ?

C.B. : Evidemment, si je voulais tourner des « *Guerres des Etoiles* », les financements seraient faciles à trouver. Il y a un marché pour ce genre de film. Les sujets sociaux sont difficiles à financer. Mais si je m'intéressais à l'exploitation des femmes, ce serait pareil, je me heurterais au chauvinisme masculin ! Dès qu'on s'écarte du cinéma de distraction, tout devient délicat ! Il faut le dire au public ! Ecris-le !

« Un univers noir »

S.F. : Est-ce que tu peux parler de ta propre expérience d'être noir ?

C.B. : J'ai grandi dans ce qu'on appelle le Watts, le ghetto noir de Los Angeles, en conséquence, tout mon univers était fondamentalement noir. Nous savions que les préjugés existaient, que nous pouvions être rudoyés, qu'on ne nous respectait pas. Mais les conflits

avec les blancs n'existaient pas. J'étais plus ou moins au courant, c'est tout. C'était à travers la télé et les livres écrits par des blancs que nous découvririons les personnages des blancs.

« Des sornettes »

S.F. : A présent que tu es cinéaste, comment ressens-tu le fait d'être noir ?

C.B. : J'ai vu tout un tas de films plein d'idées toutes faites. Les hommes noirs et les peuples noirs ont été traités très injustement sur les écrans. Ce qui m'a vraiment frappé, ça a été de voir les films américains de la guerre contre les Japonais ces derniers étaient montrés comme des sauvages, c'était épouvantable. Et quand on voit des films qu'on peut supposer Africains, on voit les indigènes tellement maltraités qu'on peut supposer qu'ils ne sont pas des hommes. On peut bien comprendre le rôle de ces histoires et pourquoi il fallait raconter ces sornettes. Pourquoi à travers les films et la télé, on encourageait à considérer que toute une catégorie d'hommes ne sont pas des êtres humains. Des tas d'idées, de préjugés, et d'injustices sont basés sur des films.

Conversation de Maryse Léon avec Charles Burnett, cinéaste noir américain, à l'occasion de la présentation de films noirs américains indépendants organisée par Catherine Arnaud et Catherine Ruelle à Paris du 20 au 25 octobre 1980

L'Orient : les femmes et le sociologue

Je ne sais plus qui disait qu'il existait un genre d'écriture détestable : l'essai. En effet, de temps à autre, peut-être pour des raisons alimentaires, des intellectuels se laissent aller à « commettre » des textes qui ne sont ni des enquêtes ni des thèses, ni même encore des manifestes. Fallait-il que Juliette Minces qui a écrit certains ouvrages acceptables se laisse aller à ce point sur un sujet aussi grave, qui est au centre de nos existences et qui nous tient tant à cœur : notre condition de femmes arabes.

Ce livre est un mauvais constat, les féministes que vous faites mine d'attaquer pour reprendre leurs arguments les plus ethnocentriques ont, elles, au moins le mérite d'avoir mené dans leur pays une lutte sociale pour le changement de mentalités.

Mais vous, dans cet ouvrage, qu'apportez-vous à la femme arabe ? Votre manichéisme, vos raisonnements superficiels qui tendent à faire du modèle occidental le seul monde viable pour une femme, cela est d'une légèreté impardonnable venant d'une personne qui se veut une spécialiste des questions maghrébines.

Vous manifestez une très grande prétention à « exécuter » des millions de femmes arabes en quelques cent cinquante pages de votre petit livre.

Le monde arabe et l'Islam attirent de nombreuses contributions. Il faut tranquilliser l'occident qui craint d'être submergé ou étranglé. Aussi chacun y va de sa petite leçon ridicule, de ses phantasmes civilisateurs. Nous pauvres femmes arabes

exploitées sommes perfides tacticiennes, menteuses et hypocrites.

Belle leçon d'analyse psychologique pour une sociologue distinguée ; parce que le monde arabe vous échappe, vous vous permettez de faire imprimer n'importe quel cliché digne d'un feuilletonniste de France-Dimanche.

Un peu de sérieux, madame Minces, comment pouvez-vous imaginer, après tous vos échecs vos déboires, vos refus, comment osez-vous donner la leçon à la planète, vous intellectuel(le)s occidentaux, au nom de quelles expériences subversives ?

Ce que l'on peut pardonner comme préjugé à une « naïve » Française ne peut être qu'exécutable chez une tiers-mondiste patentée.

Faites nous donc un peu confiance, nous les pauvres femmes arabes esclaves, notre « perfidie » nous aidera à triompher bien plus vite que votre rationalisme. Cela serait à mourir de rire si le sujet n'était pas grave.

Encore une fois, grâce au mot arabe, un éditeur va vendre un livre. Encore une fois, les arabes vont passer pour des sauvages.

Encore une fois un(e) intellectuel(le) aura accompli sa mission « civilisatrice ».

Encore une fois les Français sont rassurés. Eux au moins, ils savent se tenir avec leurs femmes.

Et encore une fois nous, les arabes, nous allons à l'école où une bonne maîtresse bien gentille nous apprend notre libération. Pauvres de nous !

NADIA

John Lennon est mort

Des milliers de fans rassemblés spontanément, à Liverpool de ses débuts avec les Beatles, devant son domicile new-yorkais, New-York de liberté, de violences fatales. Abassourdis, étonnés. Il y a de quoi. Lennon est mort le plus bêtement possible : agressé par un fou (ou un fan ?) détraqué qui voulait un autographe (ou un fix ?).

13 heures. J'écoutais F.I.P. et j'allais me doucher. Ce n'était presque plus la peine.

King Curtis. Vous vous souvenez ? Une chaude et étouffante après-midi d'été à Harlem, des éternelles années folles. Alors qu'il se reposait fatigué qu'il était d'avoir trop soufflé son feeling dans son funky-sax. Une rixe éclate dans la rue, des cris. Le King descend calmer les ardeurs des fighters et c'est la tragédie : un coup de couteau en trop. King Kurtis mourrait à l'hôpital. Memphis-Sound, toute la soul-music, et d'autres encore

étaient en deuil.

Aujourd'hui c'est Lennon, victime du flip ininterrompu d'un détraqué victime d'on ne sait trop quoi, et toute une jeunesse d'hier et d'aujourd'hui est en deuil. Le super-starisme tue sans rémission, avant le show, pendant le show et même after the show. Entre les over-doses des surdoués Hendrix, Auger, Morrison, le stress de l'incompréhension, la peur de l'impasse, de ne plus créer, les foules délirantes, la recherche d'un égo en dehors de la scène, loin du show-bizz, un soi-hors programme, il y a l'envers du décor. Quand la superstar cesse d'être inaccessible, édulcorée qu'elle était par les lights. Quand la star retrouve les trottoirs comme avant, et devient accessible à l'impulsivité parano and Co, d'obscur personnages en mal de personnalité, qui veulent s'exprimer... Mortellement même.

H.D. KALA-LOBE

Echos... TAM-TAM...

Afrique : Musique ouverte

« L'Afrique et ses hérauts s'ouvraient au monde ces jours-ci parmi tant d'autres, du 3/12 au 6/12 au Théâtre du Patit forum, ouverture musicale, et du 9/12 au 14/12 à l'Aristic Athévain pour l'ouverture théâtrale. A cet effet, l'A.D.E.A.C. avait réuni Laminde Konté et sa kora, Francis Bébey et sa guitare d'humour, Guédon et son sourire salsa, Kapia, Oryema, etc. etc.

Les Halles ne sont plus ce qu'elles étaient (vous savez, ce bon vieux et immense marché bien gouaille), ni seulement ce qu'elles sont (le cœur du monde souterrain de la capitale). C'est aussi un lieu de promenade culturelle enfoui dans l'architecture béton-novoide et néon-discoïde d'un monde à l'esprit cybernétique. Dans ce contexte à quelle sauce (béton-chamel, new-wave gombo ou R.E.R. braisé) allait être consommé nos griots du soleil ? Eh bien non. Assez de folklore sociologique, c'est dépassé, ça. Les studios 24 pistes, on connaît. Quand même.

HALLES AUX ARTS NEGRES

L'initiative de l'A.D.E.A.C. est à féliciter pour deux raisons : primo décentraliser les lieux des représentations, des

spectacles africains pour les faire jouer en plein centre de Paris (à ce titre, il est regrettable qu'un lieu comme le Théâtre Noir soit si obscur à trouver B. Rosette mérite d'autres lieux). Secundo son frère « perdus dans les mythes futiles du flux de la ville » en junkies-jazzy, speedy-new wave, rocky-bananas & hot dog, hamburger coca-cola, rasta-banania minos walkmen » et j'en passe car la liste est longue, en ont profité pour instruire leur ouïe au bon vieux swing du village au lieu de faire du folklorisme électronisé. Un peu d'ouverture les jeunes-là : sortez un peu du hit-parade : 5 francs seulement.

AFRIQUE OUVERTE AUX OREILLES BOUCHEES

Afrique, le disco-beat a gâté les tympans de tes enfants. Et pour soigner ça, ils achètent des walk-man. Vous connaissez Lamine Konté ? Kapia ? N. Kouyaté ? « De quoi que tu me causes là, mec ? » D'ac, envoyez-lui du ACDC ou du B52 avec des défoliants pour sniffer. Et Francis Bébey, un guitariste ? Non, il n'a pas joué avec les « Mamas & Papas ». Et Guédon, ça ne te dit rien ? Non ? Allez, va t'faire ton lavage de cerveau aux Bains-Douches. Et Bonga ? Main non,

je sais ce que c'est Bonga (y'a pas de bulles).

Il est navrant de constater que ce sont toujours les mêmes personnes qui vont voir les mêmes musiciens (paraît que ça veut dire avoir son public en marketing : publics, si vous saviez que vous êtes rackettés. Pardon « markettés »). Et les autres ? Soit ils vous disent que ce n'est pas leur trip, ou encore que c'est toujours les mêmes artistes qui passent en jouant les mêmes airs pas éclatants. D'accord, mais vous n'allez jamais les voir. Entendons-nous encore dans le vacarme de la « Civilisation » les échos de nos tam-tams ? Ecoutons-nous encore dans le background des moteurs urbains les mélodies de notre civilisation ? Nos musiques nous sont-elles encore accessibles ? Seul le joint connaît la réponse : c'est de la faute à nos ancêtres... les... Gaulois.

Sinon, l'ouverture continue, mais ne vous trompez pas de portes. Il faut voir les spectacles africains, tout d'abord parce que c'est fait pour ça, ensuite leurs qualités et intérêts ne peuvent s'affirmer que par une inter-communication fréquente : pour cela, il faut retourner aux « sources ». Pour sortir d'un ghetto culturel, il faut d'abord y entrer, puis l'explorer.

H.D.K.L.



Exposition de photos

Visages et paysage en couleur de Kabylie de Amar Hadjih. L'immigration en noir et blanc de Senna Abdelhak.

Visage photo à partir de noir et blanc de Jean Michel Lefevre. Tous les jours, jusqu'au 2 janvier 81 de 12H30 à 20H à l'Atelier 74, 74 rue de la Verrerie, 75004 Paris.

Un club, un quartier : Les Allobroges de Grenoble



Equipe de foot Les Allobroges (M.J.C.)

Place Notre-Dame, un des vieux quartiers de Grenoble, peut-être un des plus vivants, ou du moins celui qui le reste les dimanches. Il était, il est peut-être encore, un de ceux où le pourcentage d'immigrés, plus particulièrement des Maghrébins est assez important. Il était aussi un lieu d'implantation d'une émigration plus vieille : les Italiens.

La Place Notre-Dame est-elle vraiment un village ? Où les gens se rencontrent, se connaissent. Oui, si l'on en croit les responsables des Allobroges, un club de quartier. Il y a encore des difficultés du côté de l'Alma (ce sont des nouveaux logements sociaux) où, souligne-t-on, la municipalité a fait l'erreur de loger des personnes, âgées seules avec des familles nombreuses. Revenons aux « Allobroges » du nom de la U.C.I. qui l'abrite depuis 1964. Mais ce n'est que depuis 1970 vraiment que le football a sa place, ce qui fait que prochainement aux autres « maisons de jeunes », il y a moins de problèmes par rapport aux jeunes parce qu'ils existent à travers cette activité.

D'emblée, les responsables qu'on a rencontrés refusent l'appellation de club, pour eux, c'est une activité de la Maison de Jeunes : « Le football est un moyen pour nous, un terrain de travail où l'on retrouve un certain nombre de problèmes (chômage, racisme). Nous essayons d'y apporter les solutions suivant les moyens que l'on a... ».

Un combat ?

Le projet éducatif est clair, c'est un combat anti-raciste : « L'essentiel, c'est de faire que Luigi comprenne Mohammed et vice-versa ». Signalons à ce propos qu'un échange a eu lieu, il y a quelques années, entre les Allobroges et Batna, une ville d'Algérie ayant le football comme tremplin. Même si on en est arrivé à la compétition encore que, par exemple « on combine sport de loisir et sport de com-

pétition, la M.I.C. des Allobroges est l'une des seules équipes à faire jouer au nouveau des pupilles des filles et des garçons ». L'entraîneur Bouzid Cherrad ajoute : « l'objectif n'est pas de gagner à tout prix, bien sûr, on fait jouer les meilleurs en équipe première, mais on ne laisse personne en plan ». C'est de faire jouer dans une équipe Mohamed, Luigi, François... et autres, qui reste l'essentiel.

Le football n'est pas tout, bien sûr, il permet évidemment de se connaître, d'échanger. Mais sous les footballeurs et les autres personnes intéressées par l'équipe, le public en quelque sorte des supporters se retrouve dans d'autres activités (quinzaine sur l'Italie, soirée maghrébine, etc.) ou autres de Genève autour d'une partie de belote ou de rami ou d'une discussion sur un film.

Cette équipe qui joue en championnat de district dérange bien entendu pas mal de monde, par le contenu, les objectifs qui y sont mis, « les noms à consonnance italienne ou arabe... » par-dessus tout.

Les étrangers ne sont-ils pas simplement une force de travail on leur concède un temps pour s'amuser (le dimanche pour jouer au football par exemple, mais on leur rappelle toujours leur rôle afin qu'ils ne s'en écartent pas trop. C'est tout de suite la colère quand Vito, Gaston, Bouzid et Salva se remémorent les expressions racistes qui sortent au cours d'un match. Le club a une image de lui que se font les autres clubs, leurs publics, les arbitres, etc. C'est l'image qu'on a du quartier Notre-Dame « quartier où il ne faut pas circuler la nuit, les Arabes ont tous des couteaux sur eux, etc., etc... ». Une image bien sûr que l'on entretient à propos de cette équipe par certains titres de panneaux commentant les matchs, titres bien entendu qui ressemblent à certains que l'on connaît déjà du genre « Un Algérien a tué... » ou « Un Arabe a violé... », c'est bien simple quand les Allobroges se déplacent,

« c'est comme si on amenait avec nous tout le quartier... ». Et puis quand ce ne sont pas les joueurs qui font peur, c'est leur public parce que « on ne comprend pas qu'on puisse fêter la victoire ou la défaite à notre façon, c'est-à-dire différemment... » ? Cela ne surprend-il pas que l'on puisse avoir une telle image d'une équipe qui a pourtant fait des preuves dans le domaine, puisqu'elle a remporté le challenge Fair Play l'année dernière.

Les pouvoirs publics ne devraient-ils pas aider un peu plus cette équipe, dont on rappelle qu'elle ne reçoit pratiquement rien au titre de la « Jeunesse et Sport », et qu'elle a comme seule ressource une subvention de l'O.M.S. (Office Municipal des Sports). Cette équipe étonnera encore parce qu'elle mène une bataille, la bataille pour la tolérance « Combat de minorités ». S'en faire l'écho revient pour nous à discréditer tout ce qui ressort à propos de ce sujet-là et affirmer que la tolérance n'est pas une question de chiffres.

Il y a à féliciter les responsables de la M.J.C. des « Atlas » d'avoir pris l'initiative de cette expérience dont on ne peut que souhaiter qu'elle se continue, de voir se former ou se forger un état d'esprit nouveau de rencontre, de connaissances entre les habitants de ce quartier de cultures différentes. « Le football a permis de nous connaître », comme dit Gaston. Et dire qu'à Saint-Laurent, un quartier « semblable » qui a connu et connaît encore des tensions entre Italiens et Maghrébins, il suffit que des actions puissent être lancées pour engendrer la même dynamique

Haroun



2) Bouzid Cherrad, l'entraîneur-joueur, « Mon objectif c'est de former des footballeurs, mais aussi et surtout la compréhension et les échanges entre les ethnies »

L'expulsion de Bouya

Le Bar « Le Genève » est triste. Triste sans Bouya Hamlaoui, supporter depuis toujours de l'équipe de foot, et animateur des journées et des soirées du bar.

Bouya Hamlaoui a été expulsé il y a deux mois pour « manque de ressources ». Quarante ans durant, Bouya a travaillé à l'usine, s'est rarement absenté, et a

décidé un beau jour d'arrêter, de faire « la grève, tout seul et pour toujours ». Depuis, il était devenu « le derwish » de Grenoble, invité dans les familles, les cafés et les restaurants immigrés.

Là où il arrivait, son couvert l'attendait, son verre de « côtes-di-nord » aussi, et il ne manquait jamais de rien.

La police ne pouvait pas, et ne voulait pas, comprendre cette solidarité et a mis Bouya dans le premier avion à destination de l'Algérie lorsqu'il est allé renouveler sa carte de résidence. Une collecte a été organisée et lui



a été envoyée par Nouri (ci-dessus en photo avec Bouya)

Coupe d'Afrique

Mazembe au sommet

Au départ, ils étaient nombreux à se lancer dans la conquête de la Coupe d'Afrique des Coupes. Cette forte participation est un signe encourageant pour le football africain. A l'entrée du dernier virage, ils ne restaient que quatre équipes en compétition : L'Africa Sport d'Abidjan (Côte d'Ivoire), le M.A. Hussein Dey (Algérie), le « Tout Puissant » Mazembe (Zaïre) et l'Union de Douala (Cameroun).

Dans le sprint final, Africa Sports, par un tout petit but d'avance élimina Hussein Dey, quant au Mazembe il écarta de la course au titre l'Union de Douala.

La finale en deux manches (aller-retour) qui mettait face à face les deux équipes victorieuses en demi-finale promettait beaucoup tant les deux équipes étaient réputées solides. Chacune d'elles possédait en son sein des joueurs de talent : Massengo, Kongolo, Kabangé, du « Tout-Puissant » Mazembe, Bleteti, Kobina Kounia, Pascal Miezan de l'Africa Sports pour ne citer que quelques-uns. Pour Mazembe, c'est le retour au sommet du football africain. Il y a plus de dix ans maintenant, celui qui s'appelait à l'époque le « Tout puissant » Englebert, sous la houlette d'un certain Kagala régnait sur le football africain en remportant deux coupes des champions d'Afrique (1967 et 1968).

Le match aller eut pour cadre le stade d'Abidjan. L'Africa sports en s'inclinant chez elle, déçut ses supporters. Une fois de plus elle ne put se surpasser

ser comme l'exige les grandes confrontations. Deux buts en fin de match, et le sort de cette finale fut réglée. Trois à un (3-1) pour Mazembe. Le match retour ne devenait qu'une formalité pour ce dernier car on voyait mal comment l'Africa Sports pourrait briser l'élan des Zaïrois at home en présence de leurs nombreux supporters.

Ils étaient plus de 70 000 au moment du coup d'envoi pour encourager leur équipe et goûter de nouveau aux joies du sacre, même si l'avance des deux buts acquise à Abidjan enlevait au match une bonne partie de son suspense. Quand une minute après la reprise de la seconde mi-temps Massengo (22 ans, capitaine d'équipe), le joueur qui monte, ouvrit la porte ; c'en était fait de quelques espoirs qui restaient à Africa Sports.

Remonter trois buts en 44 minutes était chose impossible. De plus les Ivoiriens donnaient l'impression de ne pas y croire et à aucun moment ils ne prirent l'initiative du jeu pour menacer l'équipe adverse. Cette tactique faisait l'affaire du Mazembe qui restait prudente tout au long de la partie. Le match était d'un niveau technique peu élevé et sombrait par moments dans la médiocrité. Dommage pour les spectateurs et pour le football africain.

Mazembe par cette victoire méritée revient au sommet du football africain après une éclipse de 12 ans.

M.S.

AGENDA

PARIS

Théâtre et danses à l'Artistic Athévains les 9, 10, 11, 12 et 13 à 20h30, le 14 à 17h (45 bis rue Richard-Lenoir, 75011 Paris M. Voltaire, prix des places : 45F, 35F, 25F et abonnements trois spectacles : 50F).

Vendredi 12 : Elsa Wollaston dans *Fusion* (1ère partie) ; *Trafic Dance*, « Hesitation corridor » (2ème partie), danseurs : Gérard Gracchus et Edwige Wood.

Samedi 13 : Hideyuki Yano et Elsa Wollaston dans *Rivière Sumida/Folie*.

Dimanche 14 : Ballet-théâtre *Kodia* (Jean Loulendo) ; *Mamadou Doucoure* ; à la découverte des danses traditionnelles d'Afrique Centrale et de l'Ouest. Renseignements : A.D.E.A.C. Tél 544 50 40.

Locations : Théâtres : Athévains (tél 272 26 77), Forum (tél 297 53 39) et les trois FNAC.

Théâtre 18 : 16 rueorgette 75018 Paris, du 16 déc. au 25 janvier.

Frankenstein : un d(lire de voix de corps d'images et d'illusions. L'horreur et le sang seront présents au rendez-vous du rêve et de la magie.

21 novembre au 31 décembre *Augusto Boal et le théâtre de l'Opprimé* présentent en alternance deux spectacles : « Comme d'habitude » et « l'anniversaire de la mère » du mardi au samedi 20h30, dimanche à 16h. Places : 35F, 25F. Du 6 au 7 décembre, week-end « Le théâtre de l'Opprimé et l'intervention sociale ». 13-14 décembre : « Le théâtre de l'opprimé et l'individu ».

Théâtre Noir, 20 rue des Cendriers, 75020. Décembre : *Mois de la bande dessinée*, contes pour enfants et pour adultes ; musique, théâtre, projection cinéma, contes musicaux ; pour plus de renseignements, tél 707 85 14.

Centre Culturel Latino-américain, 6 rue des Fossés St-Marcel, jusqu'au 10 janvier, exposition-vente d'artisanat d'Amérique du Sud ; tissage et bois, sculpture du Pérou, objets de cuir et de la vannerie de Colombie, chapeaux de Panama, animaux en bois d'Équateur, des objets en terre cuite, etc.

Galerie Un Moment de Plus, 1 rue de Varenne du 12 novembre au 12 décembre, illustrations pour contes créoles par David Kuh RT.

Au Centre Culturel Egyptien, 111 Bd St-Michel, du 19 novembre au 25 décembre, exposition des céramiques de *Mohle el Dine Hussein*. Du 11 au 21 décembre, exposition de Ali Tél 544 50 40.

Ateliers 74, 74 rue de la Verrerie 75004. Exposition de photo du 2 janvier 81 de 12h30 à 20 heures.

UNESCO Espaces Bouvin, 31 rue François Bouvin 75015. **Expo de Anna Stein** : peinture, sculptures de Istnan Ernodi : céramiques. Théâtre du Petit Forum.

Forum des Halles (Théâtre du Petit Forum). Zaka percussion : jusqu'au 20 décembre. **Louxor** (cinéma). 17 décembre : « Ali au pays des mirages » (tanit d'argent au festival de Carthage).

Gibus Club, 18 rue du Faubourg du Temple (1er arr.) 16 décembre 22 heures : **Soggy**. 17.18.19.20 déc. : **The boys**.

Théâtre le Ranelagh. A partir du 13 déc. : le **groupe musical Bolivia Manta** (musique traditionnelle des Andes).

BANLIEUE

Fontenay sous Bois. Dimanche 14 décembre à 15 heures à la MJC *L'association des jeunes Portugais* présente son spectacle « Le cul entre deux chaises ».

Val de Fontenay. Salle de la résistance. 20 et 21 décembre *fête réunionnaise pour fêter l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage*.

Seyne / mer. Salle municipale **Guillaume Apollinaire**, mardi 16 décembre à 21 heures *Chants et musique populaire des Andes*, Yves Cauche, El Cholo.

Champigny Centre municipal d'animation Gérard Philippe. 13 déc. 21 heures : **Nuit de jazz**.

Le Vésinet, Centre des Arts et des Loisirs, 18 déc. 21 heures : **Pia Colombo**.

Créteil. Afin d'affirmer sa détermination contre les contrôles et les brutalités policières, le comité local du MRAP appelle à une manifestation le samedi 13 décembre. Nous nous rassemblerons à 14h30 devant la cité des Emouleuses. Le cortège traversera la cité des Emouleuses et se rendra place Salvador Allende. Cette manifestation doit permettre à tous de donner un caractère public et uni à leur indignation, à l'image de la manifestation organisée le 7 octobre par le MRAP à la suite de l'attentat de la Copernic.

A partir du samedi 6 décembre, au siège de l'Office municipal des migrants de Créteil, fonctionnera une permanence juridique gratuite au service des travailleurs immigrés.

et ses attentes.

Cette soirée a été réussie dans l'ensemble non seulement par le nombre des participants mais aussi par l'atmosphère qui y régnait. Nos moyens de fonctionnement sont modestes, notre grande chance est d'avoir eu un directeur de centre très sensible à nos conditions de vie.

Il a donc proposé de nous aider, dans la mesure de ses possibilités, en nous offrant un budget de départ.

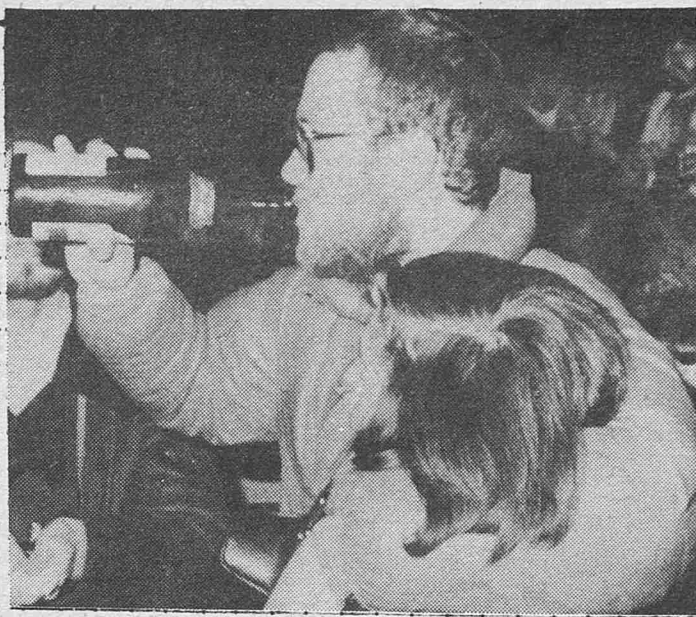
Le groupe est composé de jeunes Africains du quartier qui assurent et gèrent les activités.

Cette première soirée s'est terminée par une réussite facile, elle nous a démontré qu'il y avait un besoin réel de se regrou-

que, théâtre, nous voulons regrouper Français et Immigrés afin de recréer un lieu de rencontre et d'échanges sur les problèmes de l'immigration, se donner les moyens collectifs de nous défendre contre les injustices sociales et de revendiquer notre droit à la différence.

Nous avons débuté nos animations par le choix d'un groupe musical maghrébin, nous pensions que pour une première approche du public, le choix de la musique est venu spontanément, le groupe regroupe un public divers.

Nous voulions donner à cette soirée un caractère de rencontre et de fête au cours de laquelle nous avons communiqué l'existence du groupe Expression Afrique, ses objectifs



PROVINCE

Angers, 12 décembre 20h30 **jazz**, coréalisation avec Angers Jazz Action.

Groupe L6. 13 décembre 15 heures : *L'Encrière colérique*, conte musical et poétique pour enfants sur un texte de François Goyet.

Evreux. 19 déc. 21 heures : théâtre Municipal : **New Historic Jazz Band**.

Le Havre, Maison de la Culture, 19 déc. 20h30 : **Chicago Blues Festival**.

Montpellier. Le Doyen. 11.12.13.14.18.20.21 déc. : **Boell et Roubach**, guitares, concert jazz. Tous les lundis 21 heures : Soirées irlandaises.

Rennes, Maison de la Culture. 19 déc. : **Jazz Kenny Clark, Lou Bennet**.

Marseille. Le 20 décembre à 16 heures à la maison de l'étranger, Noël sans Frontières. La rencontre des différentes communautés présentes à Marseille autour de la musique et de la danse provençale, un buffet de Noël, confection de « 13 desserts » et de spécialités de leur pays, accueil par les familles. Pour participer à la rencontre du 20 décembre : réserver vos places avant le 17 décembre auprès de la maison de l'étranger, tél 95 90 15. Pour participer à la confection du buffet « des 13 desserts », tél 33 42 20. Vos propositions d'offres et de demandes pour l'accueil pendant

la période des fêtes, tél 95 90 15.

Echirolles : concert non-stop *Maison Jacques Prévert*. Village 2-8 rue Denis Papin. Vendredi 19 décembre de 19h à l'aube avec **grecienopolis** (rock), **El-Afrah** (musique populaire du Maghreb), **Quedro-Stries** (folk-rock italien). Entrée 10F pour les adhérents, 15F les non-adhérents. Buvette, sandwiches. Autobus n 15 arrêt : Village 2. Tél 23 01 93.

Dérive

Millénaire Avicenne 980-1980 : L'académie des études humanistes organise les 12 et 13 décembre à Paris, salle des Horticulteurs (84 rue de Grenelle), un colloque international pour célébrer le millénaire du grand penseur oriental, Avicenne (en arabe : Ibn Sina). Inscription à cette académie : c/o Mme S. Tanapura, 9 rue Robert-Lavergne, 92600 Asnières.

Les 13 et 14 décembre, une journée portes ouvertes sera organisée à l'AFRP 46 rue Romain Rolland à Saint-Denis avec les résidents expulsés de Romain Rolland. Cette journée portes ouvertes sera organisée avec des projections de films, des débats, visite du foyer, meeting.

Accueil Goutte d'Or, 9 rue des Gardes, 75918 Paris, tél 251 88 75. Pour faire tes devoirs viens nous voir le mercredi matin à 10h.

Nous avons, l'an dernier, réalisé plusieurs exposés, discussions sur les thèmes de l'immigration, dans des écoles primaires, lycées, centres de formation d'éducateurs, d'assistants sociaux, d'aides familiales... La structuration de ce secteur nous permet cette année de vous proposer des interventions ponctuelles de deux heures sur les sujets qui suivent.

1- **Origines de l'immigration en France**. Evolution des politiques de la France en matière d'immigration. Les différents acteurs sociaux de l'immigration. Sens des pratiques d'alphabetisation.

2- **Crise d'identité chez les jeunes immigrés**. Le biculturalisme. Analyse de l'échec scolaire. Les perspectives d'avenir.

3- **Structure de la famille maghrébine**. Rôles et devoirs des différents acteurs. Importance de l'Islam dans la vie familiale. Origine des conflits internes. Histoire et contenu de l'Islam.

Pour tout contact : **Echange et Promotion**, 4 place St-Roch, 42100 St-Etienne. Tél 25 18 94.

Le Comité pour la survie du centre **Bossuet**, organise des journées portes ouvertes le 13 et le 14 décembre 1980. Au programme : Des films africains et français sur les immigrés, la santé des migrants, des courts métrages en langues africaines, un montage diapositives sur l'occupation avec le point sur notre lutte, des représentations théâtrales données par les enfants, des expositions photos et dessins d'enfants, des groupes musique, repas assurés pendant les deux journées. Nous comptons sur votre visite au Centre médico-social, 8 rue Bossuet, métro Gare du Nord, 75010 Paris.

Offre d'emploi. La Fasti, fédération des Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, recherche pour un poste à pourvoir au 1er janvier 1981, un animateur (ou animatrice) national, parlant le portugais ou l'espagnol couramment, connaissant la FASTI, bien au courant des problèmes de l'immigration, apte à travailler en équipe, disponible pour des déplacements fréquents dans toute la France (week-end compris), salaire brut 5000 F environ, poste à plein temps.

4 square Vitruve, 75020 Paris.

Combat Réunionnais de novembre 80 - 3 francs. Journal des émigrés réunionnais.

EXPRESSION AFRIQUE

Le groupe Expression Afrique est parti d'un besoin immédiat de la part de quelques jeunes du quartier de se regrouper.

Au lieu de vivre les injustices sociales, culturelles, et scolaires comme une espèce de fatalité bien ancrée dans nos foyers, nous voulons nous donner les moyens de lutter contre cette misère sociale et culturelle.

Le jeune immigré de nos cités se trouve désorienté, au bout du compte, emporté par les échecs scolaires. Il est ensuite dirigé vers les rouages de l'usine à la merci des exigences de la politique du capital, il est destiné à former le futur sous-prolétariat. Par le biais d'animations les plus diverses : expos, films, musi-

per maus le peu d'échanges qu'il y a eu nous laisse penser que les objectifs et les attentes d'Expression Afrique n'ont pas été très bien comprises. Des années d'exil forcé, d'humiliation, d'exploitation et de baillonnements culturels ont stérilisé énormément d'espoirs.

Expression Afrique se montre plus que jamais vital.

Nous avons soif de dignité !!!

Pour tout contact, *Expression Afrique*, C.M.A. Youri Gagarine, Centre Commercial Les Mordacs 94 500 Champigny, tél.: 880.96.29.

annonces

BARAQUE. Vends armoire baraquée (à glace) avec étagères et penderie 150 F. Contacter le journal.

Hiver rigoureux cherche chauffage efficace et pas cher, chaleur humaine en complément bienvenue. Tél 372 67 65.

Boire un p'tit coup... Achète alcools et vins à bas prix pour mes longues soirées d'hiver. Tél 215 15 80.

Lumière tamisée. Achète abat-jour et ustensiles de cuisine en vue de mariage. Demander Aziz au 254 50 89.

Rythme dans la peau. Vends Fiat Ritmo année 80. Contacter M. Kaldhi Farouk. 3 rue Mechain, Courcelles-les-Motbéliard, 25420 Vojeaucourt.

EDUCATEURS. L'équipe de prévention St Jean la Ruelle (45140) cherche éducateurs spécialisés avec diplôme. CV à adresser au Président de l'Association, BP 1024, 26 rue des Salmonneries.

Cherche rail van van + baby-sitter le lundi, mardi, jeudi et vendredi. Prendre contact tél 010 27 88.

La librairie de la Goutte d'Or recherche chutes de papiers peints, moquette, contreplaqué etc... S'adresser 35 rue Stephenson 75018 Paris.

Deux jeunes filles de 19 ans, pauvres, cherchent correspondant(e) londonien(ne) pour les héberger du 23 décembre au 4 janvier, moyennant faibles participations aux frais. A vous les philanthropes, merci d'avance. Boukhifa Djemila, 997 48 49.

SF. Le journal SF cherche vendeurs à la criée, 2 F par exemplaire vendu.

Pierrot cherche matelas ou mousses (une ou deux personnes). S'adresser au journal Sans Frontière qui le transmettra.

Logement. Madame Jbaili Zahia cherche une chambre ou un studio. Prix 350 à 1000F. Prière la joindre tél 827 85 42 ou 364 44 38. Ou chez Mme Drappier tél 627 99 82.

sans Frontière cherche 4L fourgonnette ou 2Ch fourgon, pas cher et bonne mécanique. Tél 278 44 78.

Libre opinion

PAR JUAN GOYTISOLO

Il n'entre pas dans mes propos d'évoquer ici l'usage intéressé de tels lieux communs par les puissances coloniales ressées de tels lieux communs par les puissances coloniales européennes et par les fondateurs du mouvement sioniste pour justifier leur intervention dans l'empire ottoman et déposséder de leurs terres les Palestiniens. Je signalerai toutefois que de tels préjugés et banalités n'ont pas disparu avec le réveil culturel et politique du monde islamique ; à en juger d'après les mass-médias occidentales, ils ont retrouvé tout au contraire une nouvelle santé. Feuilletter par exemple la presse française durant l'année 80, c'était trouver quotidiennement d'une façon caricaturale et condensée ce spectre obsédant du fanatisme oriental qu'Alain Grosrichard a magistralement analysé dans son œuvre « *Structure du Sésail* ». Rien ne manque : ni le sadisme gratuit, ni l'élan destructeur, ni l'intolérance idéologique, ni le libre cours de passions morbides et sanguinaires. Simplement, ces préjugés sont passés du champ réduit des orientalistes et des nostalgiques du vieil ordre colonial, au terrain plus vaste, exhaustif et totalisateur des mass-médias du « monde libre » : Etats-Unis, Europe et son enclave orientale, Israël.

Le phénomène n'est pas nouveau et se répète sans variantes : Je me souviens que, pendant la guerre d'octobre 1973, une chaîne de télévision américaine offrit un programme consacré à l'étude du contentieux arabo-Israélien, programme dans lequel se vantant de n'avoir aucun parti pris, les animateurs de l'émission avaient donné la parole aux deux parties. D'un côté des universitaires israéliens, s'exprimant dans un anglais parfait, parlaient de progrès, de démocratie, d'éducation, projets agricoles, d'améliorations sociales : les téléspectateurs pouvaient voir des images d'hôpitaux, d'écoles, de kibboutz modèle, un centre de formation professionnel pour les adolescents « cisjordaniens ». De l'autre côté, un groupe de Palestiniens belliqueux, vociféraient en arabe devant la caméra : « ils nous ont volé notre terre », traduisait le présentateur, « nous nous vengerons ! », et pour appuyer ce discours furieux et incohérent des interviewés, l'émission présentait des images de camps d'entraînement militaire, de « terroristes masqués », d'une école dans laquelle une centaine d'enfant défilaient avec des fusils en bois et scandaient inlassablement des slogans patriotiques et révolutionnaires. Durant cette même période, à la suite de l'embargo pétrolier et de la brusque augmentation du prix du brut, de nombreux articles, films, romans, et dessins racistes inondèrent les mass-médias américains. Les traditionnels clichés anti-sémites resurgirent d'un coup, mais appliqués cette fois-ci à un nouveau

Les clichés du « despotisme oriental » élaborés par Montesquieu dans les *Lettres persanes* et dans *L'Esprit des Lois* — fanatisme, corruption, cruauté raffinée, immobilisme, esprit irrationnel, violence sanguinaire et aveugle, héritage selon lui de la religion islamique —, répétés à n'en plus finir par les encyclopédistes et repris par les experts en orientalisme, sont devenus un

des lieux communs de la pensée politique et sociale, européenne du 19^{ème} siècle : de façon générale, on peut dire que personne n'y échappe, ni Hegel, ni Stuart Mille, ni même Marx. La première édition de la *Grande Encyclopédie Larousse* écrit par exemple « chez les nations orientales, le mot *despote* n'est pas, comme chez nous, une qualification odieuse, et ces peuples trouvent tout naturel de se prosterner aux pieds d'un

souverain, qui peut disposer selon sa fantaisie et son caprice de leurs biens et de leur vie. L'esprit général que l'on attribue à ses habitants, cet esprit d'indifférence, de concentration sur soi-même, d'inertie plus ou moins fataliste n'appartient pas, à beaucoup près, à l'Orient tout entier, mais semble être l'apanage de ces nations musulmanes qui, après un passé glorieux, sont tombées dans une voie de décadence qu'on pourrait croire irrémédiables. »

sont des criminels et des violeurs en puissance, ce qui justifie les agressions et les lynchages dont ils sont l'objet à Paris, Bruxelles, Marseille ou Barcelone ; de l'autre des émirs du pétrole, responsables de la crise qui nous asphyxie, alors que naturellement les compagnies pétrolières n'y sont pour rien. Lentement, insidieusement, l'Islam prépare la destruction du monde occidental. Romans caricatures, essais et films nous mettent en garde contre ce danger et mobilisent l'opinion publique dans l'opique d'une apocalypse militaire préventive destinée à donner une leçon à l'infidèle. La liste des best-sellers français de cette année est sur ce point assez éloquent. *Le cinquième cavalier* de Lapierre et Collin, qui actuellement bat tous les records de vente, est annoncé dans des placards publicitaires dans les termes suivants : « énorme dispositif policier mis en place aux U.S.A. pour localiser la bombe de Kadhafi cachée dans Manhattan ». « 300 pigeons radio-actifs lancés par les terroristes de Kadhafi sur les gratte-ciels de New York ». Le chantage nucléaire islamique est une nouvelle corde au mise au cou de l'occidental moyen, déjà étouffé par le nœud coulant de l'or noir :

avec la parution du livre de Lapierre et Collins, *Le Point* nous indique que « trois romans d'espionnage pour lire cet été sur les plages font référence avec un étonnant luxe de détails aux manœuvres des arabes pour se procurer le combustible nécessaire à la fabrication de l'arme atomique ». Dans le *Retour de l'Espion*, Den Deighton raconte comment un ex-agent secret britannique essaie de fournir à l'Egypte des missiles nucléaires dérobés dans l'arsenal militaire français. Ken Follet rapporte dans son roman *Triangle* le transfert quotidien de 200 tonnes d'uranium destinés au Proche-Orient, transfert mis en échec par l'intervention d'un James Bond israélien.

Dans « *Ultimatum uranium* », Uri Dan et Peter Mann font exploser une bombe atomique palestinienne à Orly pour punir la France de sa complicité présumée avec l'ennemi.

L'énumération serait interminable, aussi vais-je l'arrêter là. Si nous tenons compte des précédents historiques fort nombreux, il n'était pas aventureux de supposer que ce lavage de cerveau à grande échelle, au moyen de clichés et de stéréotypes datant du Moyen Âge, de la Renaissance et du Siècle des Lumières à l'égard des peuples islamiques fait partie d'une stratégie répressive dont les futures victimes seront encore ces mêmes Etats cruels barbares et fanatiques qui maintenant comme jadis, osent s'attaquer à notre niveau de vie, nos valeurs, notre progrès et nos libertés.

Juan Goytisolo



destinataire : l'arabe. Le même processus d'intoxication raciste et culturel, qui avait auparavant fait ses preuves contre les Japonais et les Chinois, était maintenant contre le monde islamique : cheiks cruels, peuples fanatiques, coutumes barbares. La machine idéologique d'Hollywood se remettait à fonctionner face à l'émergence d'un despotisme réactionnaire et menaçants. Les fantasmes d'un Coppin, Ricaut, Chardin, Montesquieu, Boulanger et caetera, réapparaissaient dans les films en technicolor ou dans les séries télévisées. Dans les illustrés, Tarzan se transportait dans le désert et combattait les intrigues et les pièges de chameliers et de bédouins en turbans.

Ainsi qu'on peut le supposer, la résurgence opportune de ces stéréotypes coïncide toujours avec l'aggravation des conflits engendrés par une lente libération des peuples islamiques de la tutelle économique et militaire des grandes puissances. Maintenant, comme par le passé, l'exotisme oriental, l'intolérance musulmane viennent au secours d'une stratégie mondiale de domination et des intérêts des multinationales : les images épouvantables brandies contre Abdel-Krim en 1924 s'appliquent après, sans aucune retouche, à Mossadeg, Nasser, Ben-Bella, Arafat, Bani-Sadr. Dans ces dernières années, à maintenant repris contre le monde islamique : cheiks cruels, peuples dieuse un autre : celle du Palestinien-terroriste. J'ai sur ma ta-

ble plusieurs exemplaires récents de *France-Soir* dans lesquels on peut lire les titres suivants : « Les commandos d'Allah continuent à tuer », « 200 tueurs arabes à Paris », « Encore la terreur palestinienne ». Dans l'article qui accompagne ce dernier titre, l'auteur énumère la liste des attentats politiques commis en France depuis 1972 sans même mentionner que si, pour la plupart d'entre eux, les victimes étaient réellement des militants de l'O.L.P., son exécution mettait en évidence la main invisible des services secrets israéliens.

Phénomène en vérité surprenant que ceux qui parlent abondamment de « mouvement xénophobe et religieux », de « menaces de guerre sainte », « d'empire de la terreur » soient précisément les défenseurs d'un Etat Israël ouvertement ségrégationniste et religieux, fondé et développé par la conquête, la force et l'intimidation. Ceux qui qualifient Arafat d'assassin et de terroriste se gardent bien d'appliquer les mêmes qualificatifs aux responsables de l'horrible massacre de Deir Yassine — le Lidice et l'Oradour palestinien — ou de mentionner le passé de M. Begin, passé qu'Einstein, qu'on ne peut suspecter de partialité, avait dénoncé, dans une lettre ouverte au *New York Times* signée par 25 personnalités juives en protestation contre sa venue aux Etats-Unis le 4 décembre 1948, comme « leader d'une organisation terroriste d'extrême-droite en Palesti-

ne... très proche des partis nazis et fascistes ». Ceux qui fustigent l'irrationalité des arabes et le manque de logique de leurs conduites trouvent tout à fait normal par contre que les sionistes s'arrogent le droit de revenir après 2000 ans à la terre promise par Jéhova sans tenir compte que cette terre se trouvait habitée par un autre peuple depuis treize siècles. Ceux qui hurlent contre la violence à petite échelle applaudissent ou se taisent devant celle, beaucoup plus efficace et précise, d'une armée ultra-moderne, protégée par une absolue et scandaleuse impunité. Comme l'écrivait récemment Noam Chomsky, « les Etats-Unis s'indignent devant les moyens de défense des faibles tels que les prises d'otage, mais approuvent tacitement les plus terribles moyens de défense des puissants, tels que maintenir des nations entières « en otage », au prix de nombreuses morts et souffrances (et dans ce cas, il ne s'agit plus d'une simple menace). »

Mais ni la raison, ni le bon sens ne peuvent grand-chose contre la masse envahissante des préjugés anti-islamiques : riche ou miséreux, faible ou puissant, l'arabe pointe dans l'horizon des Occidentaux comme une présence hostile et perturbatrice. La presse à sensations, aiguillant le racisme latent dans les foules, agite le spectre d'une double menace d'une part les trois millions et quelques de travailleurs immigrés maghrébins en Europe